

Éditorial

Science, médias et démocratie

Depuis plusieurs années, la science semble perçue comme l'horizon indépassable, le nouveau paradigme de la résolution des maux de notre société. La récente pandémie de SARS-COV2 est à ce titre particulièrement illustrative de cette injonction faite au savoir de réparer le réel. Une telle posture, outre le fait qu'elle s'illusionne sans doute sur une hypothétique unidimensionnalité du monde, tend à considérer la science et le savoir qui en résulte comme une description parfaitement neutre et objective d'une réalité qui est, description à partir de laquelle l'on pourra opérer sur ladite réalité. Or ce serait faire fi du caractère extraordinairement ambivalent que peut revêtir le rapport que l'approche scientifique entretient avec ce fameux « réel ».

L'une de ces plus importantes ambivalences fut avancée par le célèbre physicien danois Niels Bohr, et l'interprétation dite « de Copenhague », selon laquelle la science ne doit pas être définie en termes « d'une réalité donnée et intrinsèque qu'elle aurait pour mission de tenter de décrire (...), [mais] avant tout comme une œuvre de communication entre les hommes (...), la synthèse d'une partie de l'expérience humaine : la partie qui est communicable à tout homme doué de raison ¹. » Ou encore, pour reprendre l'expression de son collègue Werner Heisenberg, la science ne serait « qu'un maillon de la chaîne infinie des dialogues entre l'homme et la nature et ne peut plus parler simplement d'une nature en soi ². »

Cette conviction de Bohr et ses collègues prolongeait en réalité la philosophie développée plus d'un siècle avant eux par Emmanuel Kant qui, dans la Critique de la raison pure, proclamait l'impossibilité pour l'esprit humain d'atteindre et d'appréhender la « chose en soi », si ce n'est par le détour (et donc le biais) de nos sens et de nos catégories mentales. En d'autres termes, l'observateur intervient activement dans le processus d'observation en interprétant, filtrant, reconstruisant l'objet observé selon les codes qu'il a intégrés. Si bien que, du point de vue de Kant, il serait absurde « de vouloir donner notre expérience pour l'unique mode de connaissance possible des choses ³. »

Ce long et fastidieux détour doit nous éclairer sur deux aspects relatifs aux conditions d'élaboration du savoir scientifique, à tout le moins du point de vue de Bohr et consorts. Le premier est que l'observateur n'est pas « neutre » dans le processus d'observation et que, par conséquent, il lui est impossible d'atteindre la réalité intrinsèque de ce qu'il observe, mais au mieux quelques manifestations que son esprit aura recueillies et réinterprétées. C'est ainsi, par exemple, que la philosophe américaine Donna Haraway parlera de « savoirs situés » et rejettera toute prétention pour la science à poser un regard « neutre » sur le monde pour lui préférer une objectivité « incorporée » (voir Maite Molina Mármol, p.5).

Le second est que la production d'un savoir scientifique n'est que la communication d'une expérience humaine, fragmentaire et provisoire, destinée à être complétée voire confrontée à d'autres expériences humaines, elles aussi fragmentaires et provisoires. Or les conditions de production de ce récit, de ce « dialogue entre l'homme et la nature », se situent à mille lieues de celles des récits médiatique et politique qui rythment notre quotidien (voir Jenifer Devresse, ci-contre). Le malentendu est total, et la cacophonie qui en résulte rend dès lors quasi impossible une approche citoyenne raisonnable des défis générés par la crise sanitaire.

Pourtant, science et démocratie semblent avoir bien des points communs. Fragmentaires, provisoires, amendables et débattables, toutes deux réagissent plutôt mal aux discours définitifs, à l'absence de contradiction, aux décisions arbitraires voire à l'autoritarisme. De quoi finalement se demander si le problème ne résiderait pas davantage dans le dispositif de médiation dressé entre la pratique scientifique et la pratique citoyenne...

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

¹ D'ESPAGNAT, Bernard, *À la recherche du réel : le regard d'un physicien*, Paris, Dunod, 2015, p.23.

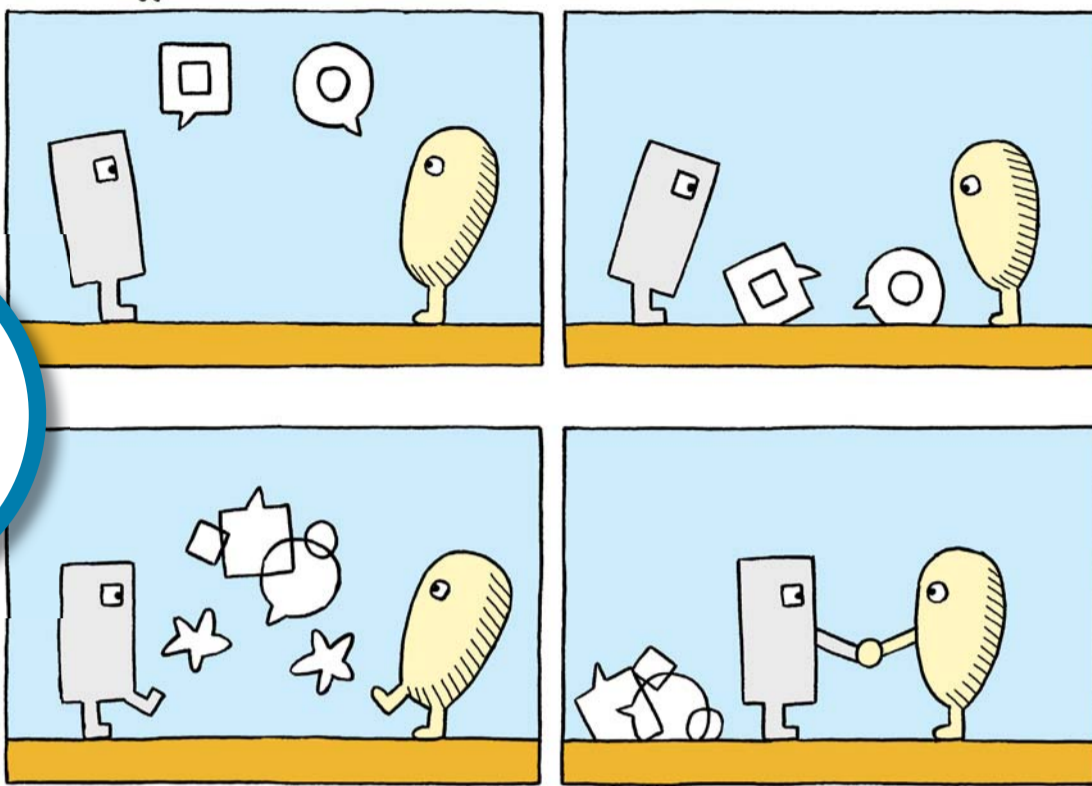
² HEISENBERG, Werner, *La Nature dans la physique contemporaine*, cité dans *Idem*, p.27.

³ KANT, Emmanuel, *Prolégomènes à la Critique de la raison pure*, §57.

Production
et médiation
du savoir
scientifique en
démocratie

Entretien
avec
Isabelle
Stengers

I am the eggman



José Parrondo

Science et médias, un mariage impossible ?

Par Jenifer Devresse
Auteure et journaliste, notamment spécialisée
dans la vulgarisation médicale

Rarement la science aura pris tant de place dans l'information quotidienne. Mais rarement aussi elle sera parue à ce point douteuse et aléatoire. L'année durant, chercheurs et experts de tout bord n'auraient cessé de se tromper, se contredire, de prophétiser tout et son contraire. Sur le rythme des vagues, la létalité du fléau, les enfants supercontamineurs ou porteurs inoffensifs, l'efficacité des masques ou encore de l'hydroxychloroquine... Au point que le commun des mortels ne sait plus guère à quel dogme se vouer. Mais si, l'espace d'un instant, on portait plutôt le regard du côté des médiateurs de cette science ?

À l'évidence, des dérapages, il y en a eu. Quelques études à la méthodologie discutable menées à la hâte, quelques *preprints* d'articles diffusés avant validation par le comité de lecture, quelques chercheurs soudain gonflés d'importance imprudents dans leurs prises de position publiques... Mais en regard du flot extraordinaire de productions scientifiques qui ont émergé en un an, ces manquements restent finalement marginaux, avec assez peu d'études démenties ou de scientifiques désavoués.

Cependant, la science dont on nous abreuve n'est pas de première main. De ce point de vue, l'impression de cacophonie assourdissante qui s'est dégagée de l'information scientifique est sans doute à chercher d'abord du côté des médias par lesquels elle nous parvient. En particulier des médias d'information quotidienne généraliste (JT, quotidiens presse et web, fils info...), dont les formats, les rythmes, les objectifs, les conditions de production et les usages sont souvent peu adaptés à la science, et encore moins à la science « en train de se faire ».

Par définition, les médias ont besoin de livrer des informations. Des faits, des vérités. Beaucoup. Chaque jour, voire chaque heure. Or en ces temps de grande incertitude, c'est surtout la demande d'informations scientifiques

fiables qui a littéralement explosé, plus pressante que jamais. Mais d'un côté, avec son temps lent et ses procédures complexes, la science est bien incapable de fournir tant de réponses à un tel rythme. Et de l'autre côté, les rédactions sont peu armées pour traiter abondamment ces matières savantes, car les journalistes scientifiques y sont une denrée rare.

Dans ce contexte, à côté de l'information de source officielle (gouvernementale ou apparentée), il y a trois grandes façons d'alimenter le contenu de l'info scientifique : tendre le micro à un spécialiste (le plus commode), vulgariser les recherches en cours (le plus périlleux), ou commenter les chiffres (le plus rentable). Une aubaine : grâce à Sciensano, des chiffres, on a eu pléthore, jour après jour. Très officiels, très indiscutables. Dans l'océan d'incertitudes qu'on traversait, c'était au moins un îlot sûr sur lequel les journalistes pouvaient accoster sans risque de se tromper.

Aide-mémoire fait débat #19 Science, imagination et démocratie : hésiter collectivement

Comment se construit le savoir scientifique ? Quelles sont les questions qui importent et celles qui sont dévalorisées ? Comment les gens sont-ils (mal) traités dans les débats scientifiques et que peut-on dire de la médiation à l'œuvre ?

Il semblerait qu'en matière démocratique, le savoir scientifique fasse (lui aussi) l'objet d'un état d'exception. Mais quelle société démocratique pourrait bien se passer du débat sur ce que « la science » imagine, cherche et valorise pour encadrer nos vies ?

À partir du dernier numéro de la revue *Aide-mémoire* « Science et démocratie » et du trouble dans lequel nous vivons, on tentera de penser et d'hésiter ensemble autour de questions dont la plupart d'entre nous sommes généralement écartés.

Venez imaginer et hésiter avec nous.

Avec la participation de plusieurs contributeur·rice·s au numéro.



© *Nausicaä de la Vallée du Vent*, film d'animation d'Hayao Miyazaki (Studio Ghibli, 1984)

Infos :

Jeudi 23 septembre 2021, 18h

À l'Espace rencontres de la Bibliothèque George Orwell, à la Cité Miroir

Inscriptions demandées à l'adresse aide-memoire@territoires-memoire.be

Soirée organisée dans le respect des mesures sanitaires

Cycle « Belgique, c'est quand qu'on va où ? »

« Crise politique », « crise sanitaire », « crise socio-économique »... Les institutions et les citoyens de notre pays sont soumis à rude épreuve. Que penser des décisions politiques prises dans ce contexte ? Le cycle « *Belgique, c'est quand qu'on va où ?* » éclaire ces décisions : leur genèse, leurs fondements et leurs conséquences. Lors de chaque rencontre, une large place est laissée aux questions du public

Mercredi 08/09/2021 à 12h30

#7 - *La Belgique entre choc économique et relance : quelles perspectives ?*

Avec Jean Faniel, Caroline Sägesser et David Van Den Abbeel

Les effets socio-économiques de la pandémie de Covid-19 et de sa gestion posent aux gouvernements des défis majeurs. Pour y répondre, la Belgique élabore différents « plans de relance ». Sont-ils nés de débats démocratiques ? Quels sont leurs objectifs ? Quels lendemains annoncent-ils ?

Mercredi 29/09/2021 à 12h30

#8 - *La Belgique, un État fédéral singulier*

Avec Jean Faniel, Cédric Istasse, Vincent Lefebvre et Caroline Sägesser

Le « fédéralisme à la belge » est-il vraiment une bizarrerie complexe et sans équivalent ? En des termes accessibles, nos invités éclaireront le fonctionnement de notre État fédéral par celui d'autres États fédéraux dans le monde. Une clé pour comprendre les réformes à venir.

RÉSERVATION INDISPENSABLE : steve@barricade.be

Un partenariat entre Barricade, le CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques) et Les Territoires de la Mémoire.

La recherche est un bien public

fondation
**SCIENCES
CITOYENNES**



L'association pour une Fondation Sciences Citoyennes (FSC), une association loi 1901, créée en 2002.

Il appartient au public de choisir où est son bien. Jacques TESTART

LA FONDATION SCIENCES
CITOYENNES : UN TRIPLE PARI

- Réunir des citoyens et des scientifiques pour aborder des questions sociales, médicales ou environnementales.
- Associer des acteurs aux origines socioculturelles variées pour mener une action transversale de mise en politique de la science et de l'expertise.
- Explorer, proposer, promouvoir de nouvelles formes d'élaboration démocratique dans le champ des sciences et des technologies.

Citoyens du Livre #33 – Lisez-vous la Belge ?

Qui dit mois de septembre, dit rentrée littéraire, mais également fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles ! À cette occasion, et en hommage à cette « quarantenaire », venez discuter avec nous de livres d'autrices belges.

Se rencontrer, discuter, échanger... autour de thématiques comme l'histoire et la politique, partager vos découvertes culturelles avec d'autres lecteur·trice·s au travers de romans, BD, essais ou encore via le 7^e art, le documentaire, les expositions... C'est ce que vous propose le groupe de lecteur·trice·s « Les Citoyens du livre ».

« D'horizons et d'âges différents, nos discussions me sont d'autant plus porteuses qu'elles me maintiennent en éveil dans le rôle du citoyen dans la société, mais également dans ce que je peux transmettre à mon entourage et mes petits-enfants. » Georges R.

Venez découvrir les coups de cœur et les coups de gueule des autres lecteurs et lectrices et partager les vôtres d'une manière conviviale !

Infos :

Gratuit

Le mercredi 22 septembre 2021, 18h, à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire



© GettyImages

Dans l'excellent opus *Histoires d'un Allemand*¹, Sebastian Haffner partage ses interrogations visant à savoir comment, il y a neuf décennies, une société éduquée, avancée, rationnelle avait pu glisser dans les miasmes des extrémismes et des totalitarismes : une lecture pertinente qui, en outre, offre quelques éléments de compréhension par rapport à notre monde contemporain.

La Belgique offre ces derniers temps un spectacle lugubre. Un terroriste d'extrême droite en cavale est perçu par 50.000 citoyens comme un héros. Et les forces démocratiques apparaissent comme apathiques, tétanisées. D'autre part, la double période de confinement a également donné lieu à de nombreuses joutes entre experts, voire entre experts et corps politiques, voire encore entre citoyens se déchirant autour des positions défendues et adoptées par les uns et les autres. Le tout donnant parfois l'impression d'avoir autant d'experts que de citoyens : « tous experts » apparaît en effet comme le mot d'ordre de la crise COVID et ce, de façon impressionnante, sur à peu près toutes les thématiques. Et au final, sans que tout cela n'aide au processus décisionnel, ni à faire société. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Réseaux asociaux et crépuscule de la rationalité

Depuis leur apparition, force est de constater que les réseaux sociaux n'aident pas. En effet, en ces lieux, la culture du débat devient un oxymore et cède la place à cette volonté de désigner des coupables, des boucs émissaires, en portant des discussions hargneuses et stériles. La haine, les invectives et le ressentiment deviennent des instruments de communication au profit de la détestation, du manichéisme et du simplisme. Les plumitifs des plateformes tendent de

plus en plus à délégitimer la démocratie. Entre fascination et apathie, nous sommes entrés dans une époque irrespirable marquée par le désarroi des forces démocratiques. Les réseaux sociaux qui, dans un certain idéal, auraient pu devenir des espaces ouverts de débat et d'intelligence collective, sont devenus des lieux d'invective, de lynchage et d'hystérie : « L'espace ouvert par les réseaux sociaux apparaît de plus en plus comme un espace, non pas de débat ni de confrontation d'arguments construits, mais de pensées subjectives jetées en pâture, de dénigrement et de disqualification de l'autre, voire de harcèlement. Comment organiser un débat démocratique dans ces conditions ? Quelles sont les pistes pour rouvrir des espaces de dialogue sans affrontement constant sur les faits² ? »

Infantilisation ou intelligence collective ?

Au-delà de ce questionnement pertinent, tout ne doit néanmoins pas être mis sur le dos des réseaux sociaux. Le ton et la posture adoptés, tout au long de la gestion de la crise sanitaire, dans le cadre du processus décisionnel scientifique et politique ont également leur part de responsabilité : s'adresser à la population comme s'ils étaient des enfants ne peut que générer en retour des comportements infantiles. Pour le dire autrement, « quand on traite les gens comme des idiots et qu'on leur demande d'avoir confiance dans ce qui n'est pas fiable, on se retrouve devant des sceptiques généraux et ça c'est une catastrophe culturelle³ ». Informer ne suffit pas. La parole descendante ne suffit pas. « Informer est essentiel pour motiver les décisions, mais prendre en compte le point de vue des destinataires de la décision l'est tout autant⁴ ». Autre écueil que nous avons pu constater : une volonté évidente de se cacher derrière la toute-puissance présumée de la science pour ensuite imposer des décisions au lieu de miser sur l'intelligence des citoyens.

C'est le monde politique qui a choisi les experts appelés à la rescousse.

La question du temps

Or la culture du doute propre aux disciplines scientifiques mobilisées pour nous instruire sur la pandémie ne s'accommode guère avec le besoin de vérités fermes et définitives à livrer clés en mains à l'opinion publique : « Les médias réclament une objectivation immédiate de la situation, ce qui est absolument impossible. Cette impuissance temporaire entretient un sentiment de défiance de la part de leur public, qui vient gonfler celle déjà bien installée envers la parole politique. Un mécanisme propre à renforcer toute la tendance complotiste⁵. » Idéalement, il conviendrait en effet de prendre son temps, se libérer du diktat de l'immédiateté, offrir des clés aux citoyens afin qu'ils puissent ensuite effectuer des choix éclairés, et dans ce cadre, « la recherche scientifique c'est un temps long, un processus collectif, un processus collectif avec des controverses internes, qui est parfois peu compatible avec le temps démocratique⁶ ».

« La science » cela n'existe pas

Avec ébahissement, nous avons aussi parfois entendu des politiques lancer avec aplomb « nous écoutons la science », comme si cette dernière seule devait nous guider, épouvantail magnifique s'il en est. « Or c'est toujours une très mauvaise idée de demander à "la science" ce qu'il faut faire, parce que ce n'est pas du tout son boulot. Son travail, c'est de chercher à poser des questions pertinentes. Or dès qu'on dit "la science", on oublie la pertinence des questions. On fait comme s'il y avait une méthode scientifique tout terrain qui allait répondre à tout de manière objective. C'est aussi une manière de faire taire les gens, puisqu'on sait bien que les gens sont incapables de comprendre "la science"⁷. » Alors que, jusqu'à preuve du contraire, il faut rappeler que c'est le monde politique qui a choisi les experts appelés à la rescousse. Sur quelle base ? C'est le monde politique qui a, à un moment donné, accordé la prépondérance à certaines disciplines scientifiques et en a ignoré d'autres : « [Cette] décision est en soi un geste politique, puisque vous vous coupez de connaissances qui pourraient être utiles. Je pense aux sciences sociales qui ont été très peu consultées, mais aussi aux pédiatres et aux psychiatres qui essaient d'avertir depuis un an des conséquences du confinement⁸. » Loin d'avoir une répartition des tâches où le monde scientifique aurait un rôle propositionnel et le monde politique un rôle décisionnel, il y a souvent eu confusion des genres, et cette dernière n'est pas propice à instaurer et à promouvoir la confiance.

Pour ne pas conclure

La gestion de la crise sanitaire a, à tout le moins, montré et démontré au moins deux choses : « Il est urgent de repolitiser la place des sciences dans la société. Car ce qui se passe dans les laboratoires, qu'ils soient publics ou privés, nous concerne en tant que citoyens, usagers, consommateurs ou patients⁹. » Et sur un plan plus macro, nous pouvons suivre Isabelle Stengers, lorsqu'elle indique que nous sommes à la croisée des chemins : « La démocratie peut prendre plusieurs formes, elle peut suivre deux extrêmes. D'une part, se réduire à l'art de diriger un troupeau sans qu'il se révolte, en le rendant donc docile par tous les moyens. D'autre part, tendre vers l'exigence sans cesse reconduite et sans cesse approfondie que les gens pensent ensemble. Ça peut se faire en tension et en conflit mais ils *pensent ensemble* et ils essaient de faire sens en commun quant à l'avenir qui serait possible pour eux¹⁰. »

LA CITE MIROIR | LIEGE
SAUVENIÈRE

CULTIVEZ VOS CONSCIENCES!

Deux parcours expo dans un lieu d'exception

EN LUTTE
Histoires d'émancipation

Plus jamais ça !

www.citemiroir.be | Place Xavier Neujean 22
4000 Liège

Logos: CAL, MNEMA, TERRITOIRES MÉMOIRE, Wallonie.be, La 1ère, LE SOIR, Province de Liège, Liège, Wallonie.

1 Sebastian HAFFNER, *Histoire d'un Allemand. Souvenirs (1914-1933)*, Paris, Babel, 2004.

2 « Complotisme, dépolitiser le débat à tout prix : entretien avec Jérôme JAMIN et Marie PELTIER », *Politique, revue de débats*, n° 115, p. 93.

3 Isabelle STENGERS, « Se libérer de l'imaginaire capitaliste », *Agir par la culture*, Hiver 2020, p.21. Voir également l'entretien avec Isabelle Stengers en pp.4-5 de ce même numéro.

4 Laurence VAN RUYMBEKE, « Il est temps de faire revenir le risque en démocratie : entretien avec Frédéric CLAISSE (ULiège) », *Le Vif-L'Express*, n° 17, 29 avril 2021, p.59.

5 Elena SCAPPATICCI, « Dormez tranquilles », *Marianne*, 26 mars - 1^{er} avril 2021, p. 55.

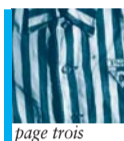
6 Anthony LAURENT, « Il est urgent de repolitiser la place des sciences dans la société », propos recueillis par Hugues DORZÉE, *Imagine*, mars-avril 2020, p.43.

7 Isabelle STENGERS, *art. cit.*, p. 21.

8 Frédéric CLAISSE, in Laurence VAN RUYMBEKE, *art. cit.*, p.57.

9 Anthony LAURENT, *art. cit.*, p.42.

10 Isabelle STENGERS, *art. cit.*, p. 22.



page trois

Entretien avec Isabelle Stengers

« Ose connaître » Science, imagination et démocratie

On connaît Isabelle Stengers (philosophe et professeure émérite à l'Université de Bruxelles) pour avoir publié comme chimiste avec le Prix Nobel Ilya Prigogine en 1979. C'est vers la philosophie des sciences qu'elle s'est ensuite tournée. Ses travaux portent sur les savoirs modernes dont elle célèbre l'aventure afin de pouvoir lutter contre leur alliance historique avec la raison entendue comme autorité. On a discuté avec elle de la production des savoirs scientifiques et des rapports que la science entretient avec le pouvoir, la démocratie et avec un sens commun qu'il serait question de revaloriser, en commençant sans doute par une réactivation de nos imaginaires... Avec en filigranes, une question : quelle société démocratique pourrait bien se passer du débat sur ce que « la science » imagine, cherche et décide pour encadrer nos vies ?



Gaëlle Henrard : Commençons peut-être par le savoir scientifique tel qu'il est conçu dans les institutions de recherche. Comment la recherche y est-elle envisagée ?

Isabelle Stengers : Il faut sans doute d'abord distinguer d'une part la recherche scientifique dite libre, c'est-à-dire celle qui fonctionne sur fonds publics, à l'université ou dans d'autres institutions, et d'autre part celle qui est financée par des fonds privés, parce que considérée comme « utile » au progrès. Par ailleurs, au cours des dernières décennies, une situation de relative autonomie vis-à-vis des intérêts économiques a été détruite par ce qu'on appelle « l'économie de la connaissance », surtout dans les domaines de recherche où sont en jeu des brevets et autres potentielles lourdes retombées financières. La plupart des programmes de recherche scientifique sont désormais officiellement contraints de susciter les intérêts privés pour être envisagés et subventionnés. Donc l'idée que la recherche scientifique doit au départ être désintéressée est un peu un idéal d'un passé dépassé. On a fait comprendre aux scientifiques que la fête était finie et que la science était désormais un rouage de l'économie et de la croissance. Cela produit pas mal de fraudes et de perte de fiabilité des résultats.

Gaëlle Henrard : Qu'en est-il de l'aspect démocratique de ce secteur ?

Isabelle Stengers : Sur le caractère démocratique des sciences, dans les différents cas de figure, la dynamique démocratique est assez inexistante. Le public est censé être le bénéficiaire passif et reconnaissant de la recherche. Il est prié de se tenir à distance de toute cette histoire qui se passe au-dessus de sa tête et dans laquelle il n'est pas considéré comme capable d'intervenir. Disons donc que du point de vue d'une normalité démocratique, si elle existe encore, le développement scientifico-industriel bénéficie d'un état d'exception. Pour que les sciences soient mises en démocratie, celles et ceux qui sont concernés par un projet ou une innovation devraient avoir voix au chapitre et potentiellement pouvoir objecter suivant des raisons dont la plupart du temps les scientifiques ne veulent pas entendre parler. Aujourd'hui, cette objection ne parvient à se faire que sur le seul mode de la résistance la plupart du temps réduite à de l'irrationalité, à de la crainte ou à un comportement réactionnaire.

Gaëlle Henrard : Cette irrationalité semble en effet l'argument ultime opposé dans les débats de société, pas exclusivement d'ailleurs sur les questions d'ordre scientifique.

Isabelle Stengers : Le mot irrationnel vise toujours le public qui ne se soumet pas aux critères bien compris de la recherche. C'est une situation éminemment malsaine d'autant plus au vu de la convergence d'intérêts entre les questions que les scientifiques aiment à poser et les orientations que l'industrie aime à adopter. Leurs intérêts respectifs sont acceptés comme rationnels, et le prix du type de développement qu'ils envisagent est défini comme malheureusement nécessaire. La propagande scientifique est toujours utile à l'industrie quand un développement industriel peut se présenter comme issu du « progrès scientifique ». Pour prendre l'exemple des OGM, beaucoup de biologistes ont affirmé qu'ils constituaient la solution rationnelle à la faim dans le monde (sans qu'ils connaissent pour autant les mécanismes de cette dernière). S'est alors manifesté un public qui était loin d'être irrationnel, craintif pour sa santé, ou croyant au caractère sacré de la vie, arguments qui auraient été faciles à rejeter. Ces gens se sont coalisés pour des raisons très fortes, soli-

dement documentées, et ont fait alliance sans prétendre à une vérité unique. Ils sont parvenus à rendre visibles les dangers biologiques de la culture systématique des OGM, l'apparition de mauvaises herbes résistantes, mais aussi le problème des brevets, de la monoculture en tant que telle, et de la mainmise des entreprises agro-industrielles sur ce secteur de notre vie collective qu'est la production de nourriture. Cette alliance extrêmement bien informée a fait vaciller les experts peu préparés à des objections véritablement politiques. Et depuis, bien qu'elle soit sans cesse relancée, l'histoire des OGM en Europe bafouille.

Cela a permis ce que j'appellerais une vraie culture scientifique contre l'idée d'une science source de savoir en général. Les questions auxquelles les scientifiques peuvent obtenir des réponses fiables sont très sélectives, et ils n'ont pas l'habitude de reconnaître tout ce que ces questions demandent de négliger, en public mais même entre eux car leur imagination est focalisée sur la possibilité d'une réponse. Si une recherche en laboratoire peut être dite fiable, à partir du moment où le produit de cette recherche quitte le labo et entre dans les mains des intérêts industriels, cette fiabilité peut s'évaporer car il rencontre alors un monde qui ne se soumet pas aux opérations de laboratoire et qui produit des conséquences inattendues, le plus souvent assez catastrophiques.

Et donc cette notion de rationalité scientifique ne me paraît pas être à sa place dans ces histoires. Si les « croyances » des non-scientifiques sont souvent qualifiées d'irrationnelles, on ne semble jamais percevoir l'irrationalité propre aux scientifiques qui se disent en effet capables de répondre aux dangers provoqués par le mode de développement auquel ils participent. Cette pensée solutionniste est toujours très forte alors que les désastres écologiques ne cessent de se multiplier et de s'enchevêtrer. Il semble très difficile pour les scientifiques de reconnaître leur responsabilité dans un certain nombre de problèmes, irresponsabilité qui fait partie de leur éducation. Leur imagination est en outre très fortement canalisée. Ainsi, certaines questions sont mal vues, et les scientifiques auront avantage à les poser à leur oreiller plutôt qu'à leurs collègues. Il y a une chose qui les tient très fort, c'est l'idée qu'il faut faire avancer la connaissance. J'appelle cela la science mobilisée, à l'image d'une armée mobilisée pour avancer le plus vite possible, drillée pour poursuivre un objectif clair et ne pas faire attention aux dégâts qu'elle cause, c'est-à-dire à la particularité des localités qu'elle traverse. Il en va de même pour les connaissances scientifiques qui, pour avancer, trouvent légitime de ne pas prendre en compte ce qui pourrait les ralentir. J'ai écrit un livre affirmant qu'une autre science était possible, mais qu'elle devrait ralentir, prendre le temps d'écouter et d'apprendre. Et je le pense, c'est possible. De plus en plus de jeunes scientifiques et d'ingénieurs quittent les labos et se révoltent contre le type de formation qui leur est proposée.

Gaëlle Henrard : Quelle serait l'éducation scientifique qui permettrait un redéploiement de l'imagination et d'une « autre science » ?

Isabelle Stengers : Disons que du point de vue d'une formation scientifique, ça pourrait être une obligation pour les chercheurs de participer activement et sérieusement à des débats où leurs propositions sont débattues. Cela les mettrait par exemple en présence de paysans cherchant à produire autrement et ils seraient évalués sur ce que les

paysans leur ont appris. Cela les exposerait à ce qui aujourd'hui est dit « dangereux » dans certains milieux de recherche parce que mettant en doute les solutions proposées. Et ce serait aussi cela qui les qualifierait comme scientifiques.

Pour qu'une autre science soit possible, il faudrait abandonner ce mot d'ordre de l'« avancée des connaissances » en le remplaçant par exemple par des « savoirs situés » ainsi que les a nommés, développés et pratiqués Donna Haraway.¹ Là où l'idée d'avancée des connaissances vous dé-situe, un savoir situé apprendrait des situations concrètes, de leur multiplicité et non suivant un mode accumulatif. Ainsi, s'occuper de ce que provoqueront des OGM dans des centaines de milliers d'hectares de champ, cela ouvrirait à des questions multiples

et enchevêtrées : un champ n'est ni un laboratoire, ni un autre champ ; il y a d'autres acteurs comme les paysans ou les mauvaises herbes qui ont diverses manières de faire qui ne sont pas celles des chercheurs, etc. Il y a toute une écologie du dehors qui doit importer.

Quand Haraway dit « il nous faut d'autres récits », cela signifie par exemple que nous aurions avantage à raconter dans le détail les aléas d'une recherche qui, partie avec de bonnes intentions, s'est terminée en catastrophe, et ne pas omettre toutes les voix et alertes qui ont été tuées, et qui témoignent de ce que la catastrophe n'était pas imprévisible. Toutes ces histoires devraient faire partie de l'éducation des scientifiques. Mais aussi de l'éducation en général. Aujourd'hui le public non plus n'est pas formé à interroger les scientifiques, l'opinion oscille entre confiance aveugle et méfiance radicale. Il est alors aisé de la dire irrationnelle et d'arguer qu'il faut se méfier du public qui se sent humilié. Or l'humiliation n'est propice qu'à des choses dangereuses, des revanches, des dérives complotistes. « On n'humilie pas impunément. » C'est sans doute une des grandes défaites de la gauche : ces gens qui sont humiliés tombent facilement dans des pensées simplificatrices que les droites extrêmes exploitent sans complexe.²

Gaëlle Henrard : Dans votre ouvrage *Réactiver le sens commun*³, vous développez le rapport que la science entretient avec le « sens commun », qu'entendez-vous par là ?

Isabelle Stengers : Le sens commun est habituellement quelque chose qu'on entend dans un sens péjoratif : « oui mais ça c'est du sens commun ». Ce qui m'intéresse, c'est le sens commun au sens où il a été défait par les sciences mais aussi par les institutions qui, au nom de la rationalité, se veulent source d'autorité. À partir du début du 20^e siècle, c'est l'optique de la rupture avec le sens commun qui a été promue comme un marqueur d'identification de la science, surtout de la physique. Je caractérise cette situation comme une « défaite » du sens commun, au double sens où il est réduit au silence, disqualifié, mais aussi dé-fait, devenant de plus en plus caricatural parce que sans cesse renvoyé à sa paresse, à son irrationalité, à sa totale absence de valeur. Or au fond, nous ne savons pas de quoi il peut être capable. Nous voyons en effet « les gens » intéressés à apprendre comment pensent et vivent des gens différents mais aussi des espèces différentes, et à le faire sur d'autres modes. Sans cela quelqu'un comme Vinciane Despret n'aurait aucun succès. Or elle est lue et écoutée bien au-delà des intellectuels, par des personnes qui aiment imaginer, penser et approcher « le réel » autre-

« On n'humilie pas impunément. »

ment. Preuve que le sens commun est là potentiellement, mais il n'est pas cultivé politiquement. La plupart des gens, si on s'adresse convenablement à eux, sont intéressés et intéressables. L'imagination se développe quand elle trouve à se nourrir, quand on ne la met pas au pain sec et à l'eau de « qui a raison et qui a tort ». Il s'agit de faire l'expérience de ce que ça fait de penser autrement. Ne pas être d'accord mais savoir hésiter collectivement, ce qui demande une certaine confiance les uns dans les autres. C'est cela « faire sens en commun ». On a pu voir avec cette crise sanitaire que certains groupes ont fait sens en commun et se sont activés. Mais beaucoup ont réagi sur le mode qu'on nous a inculqué : « mais on a bien le droit de... », ce à quoi leur a d'emblée été opposé l'argument d'irrationalité et d'irresponsabilité. Et le débat a tourné sur qui, parmi les experts, avait raison ou tort au lieu de s'intéresser aux raisons de leurs désaccords. Ce genre de situation nous met en position de faiblesse. Nous sommes et avons affaire à des gens profondément maltraités et mutilés dans leur imagination et dans la possibilité de se faire confiance en soi-même et de se faire confiance les uns les autres, et ce depuis l'école. On vit aujourd'hui les conséquences, y compris au niveau de l'écologie sociale, de cette maltraitance généralisée sur ce qu'on appelle « la nature », les êtres vivants, et sur nous-mêmes.

Gaëlle Henrard : Vous avez traduit et largement contribué à la diffusion de Starhawk, écoféministe et sorcière néopaienne américaine, genre de figure qui sera d'emblée taxée d'irrationalité... Quel intérêt a-t-elle suscité chez vous et comment avez-vous été (mal-)traitée en retour de cela ?

Isabelle Stengers : Quand j'ai commencé à lire Starhawk, j'étais prête à refermer le livre si ça fleurait bon le *New Age* californien avec lequel je ne me sens pas d'affinités. Mais je ne l'ai pas refermé. Et j'en suis ressortie avec des idées que je n'avais jamais eues auparavant, comme le fait que ce que nous avons appelé « progrès » (à gauche comme à droite) continuait de reproduire un désastre : la disparition d'une culture où faire sens en commun avait une réelle place. Et j'ai appris à me situer par rapport à cette histoire dont j'avais encore trop accepté. Quand Starhawk dit « la fumée des bûchers est encore dans nos narines », elle avance que les inquisiteurs sont toujours parmi nous. Gare en effet à ceux et celles qui osent par exemple s'intéresser aux sorcières ou avoir l'air de croire que quelque chose comme

la magie peut avoir un sens. Il en résulte notamment un réflexe conditionné qui s'exprime avant tout par la peur de faire ricaner ou de l'humiliation. Or, la magie définie par Starhawk est l'art de modifier la conscience et le comportement qui est ancré en nous sans qu'on en ait conscience. Ainsi, elle a par exemple osé se demander si la psychologie ne serait pas plus intéressante en étant située comme une forme de magie plutôt que comme courant avec un statut de science. C'est une perspective qui me semble assez juste pour cette discipline. La vérité dite scientifique est-elle le meilleur opérateur pour transformer, aider à changer, soigner, guérir ? Certaines disciplines n'ont-elles pas été rendues complètement caricaturales par le rapport qu'elles ont entretenu à la science pour exister ? Pour moi une bonne science cherche à apprendre *de* quelque chose, de telle sorte qu'un scientifique puisse dire : ce « quelque chose » est ce qui m'a forcé à penser comme ça ou autrement. C'est apprendre *avec*, changer et se transformer ensemble. Je trouverais intéressant d'appeler magie tous les endroits où ce « avec » est prééminent, où une co-transformation est nécessaire. Cela redistribuerait les loyautés. C'est comme cela que je me suis intéressée aux sorcières : qu'y a-t-il moyen d'apprendre avec elles et grâce à elles ? Mon intérêt ne consistait pas à clamer que la magie existe mais plutôt : « bien sûr qu'elle existe ! » (rires), et de noter que ceux qui savent l'employer et qui n'ont pas peur de le faire, le font souvent à mauvais escient. Ainsi, le marketing n'a cessé d'utiliser des procédés qui sont des opérations magiques d'une efficacité redoutable. Sauf qu'on ne les reconnaît pas comme tels, on dit que c'est de la psychosociologie. D'où l'ouvrage *La sorcellerie capitaliste*⁴ qui soulève un paradoxe : tout en ne croyant pas en la magie, notre monde est sous l'emprise d'une magie malveillante qui nous réduit à une forme d'impuissance politique et sociale, et contre laquelle nous ne savons pas nous protéger. De ce point de vue-là, nous sommes dans un rapport au monde profondément irrationnel, on ne reconnaît pas ce qui nous arrive. Et j'ai donc participé à faire connaître Starhawk dans les pays francophones en sachant que je me mettais potentiellement en danger. Mais ce qui embêtait ceux qui voulaient me critiquer, c'est que j'ai travaillé avec des scientifiques. Alors simplement les gens disaient « on ne comprend pas comment elle peut faire ça » (rires). Ceci dit, dans le livre de Starhawk que j'ai traduit récemment, *Quel monde voulons-nous ?*⁵, il est peu question de sorcellerie mais davantage d'organisation politique, de démocratie directe et de pratiques de changement.

Gaëlle Henrard : Comment re-faire ce lien avec le sens commun ? On observe combien, y compris dans des milieux engagés ou d'éducation permanente, il est aisé de retomber dans l'entre-soi où on sera plutôt dans la posture d'*expliquer* à plutôt que de *penser ensemble*. Il me semble que votre pensée est d'intérêt public mais vos ouvrages ne sont pas forcément d'un accès facile... Comment peut-on les transmettre sans défaire le lien avec les gens ?

Isabelle Stengers : Beaucoup de passés différents vivent encore en nous. Le présent est épais. On est à la fois les descendants des inquisiteurs et des sorcières, et il y a des choix à faire. Certes notre capacité de faire sens en commun a été fortement abîmée, mais en apprenant que nous sommes le produit de ce désastre, on peut décider de planter et de faire germer des graines d'autres possibles. Ne pas compter sur une bonne idée qui va sauver le monde et nous avec, mais raconter et faire vivre d'autres types d'expériences. Moi je suis vieille, je serai morte quand le pire sera vraiment insistant. Alors mes livres sont difficiles à lire certes, mais c'est à ceux qui peuvent relayer que je m'adresse parce qu'ils peuvent avoir besoin de ce que je fabrique pour résister à un milieu hostile. Je me vois comme une sorte de pharmacienne préparant des antidotes, travaillant à ce que cette situation qui nous tient collectivement déploie au maximum ses composantes, se déplie et puisse être partagée. Je ne peux pas faire simple parce que si on simplifie, les poisons qui divisent en profitent. Mais notre problème à tous qui vivons aujourd'hui, c'est de léguer à ceux qui viennent le sens de ce qu'ils ont en eux et surtout entre eux, d'autres possibles et d'autres pratiques qui mettent en jeu l'imagination, la confiance et le sens de la responsabilité. C'est une éthique de l'interdépendance qui s'apprend. Et je crois que quand on a appris ça, on change.

¹ Voir ci-dessous, l'article de Maite Molina Mármol.

² Voir l'article d'Olivier Starquit en p.3 de ce même numéro.

³ Isabelle STENGERS, *Réactiver le sens commun. Lecture de Witbead en temps de débâcle, La découverte (Les empêcheurs de penser en rond)*, 2020.

⁴ Philippe PIGNARRE, Isabelle STENGERS, *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenchantement, La Découverte*, 2007.

⁵ Starhawk, *Quel monde voulons-nous ?*, Cambourakis, 2019.



page cinq

Converser avec le monde, raconter des histoires : Pour une autre fabrique du savoir

Par Maite Molina Mármol

L'ambition du présent numéro de la revue *Aide-mémoire* est de penser la fabrication du savoir et d'interroger sa dimension démocratique. Une telle démarche constitue l'opportunité de proposer une exploration de la pensée foisonnante – et de prime abord peut-être un peu déroutante – de Donna Haraway, zoologue et philosophe américaine, contributrice essentielle des *feminist science studies*.

Haraway réfléchit notre monde, celui de la « technoscience », marqué par le trouble des frontières entre non humain et humain, entre nature et culture. Plusieurs figures peuplent sa pensée : en premier lieu celle, centrale, du cyborg, assemblage d'organique et de machine, qui chemine avec d'autres. Les primates puis, plus tard, les « espèces compagnes » (les chiens, par exemple) viennent en outre questionner la séparation humain/animal. De même encore la puce de silicium ou les gènes suscitent l'indécision à l'heure de distinguer ce qui est physique de ce qui ne l'est pas¹.

À l'image de son cyborg en tant que figure politique, Haraway n'entend pas se contenter du « diagnostic d'un présent en mutation » mais poursuit une « visée de transformation² ». Sa pensée se situe sur ces deux plans.

À partir de l'étude de la manière de faire science, elle propose et défend une conception du savoir qui repose notamment sur la multiplication des points de vue, sur la pluralité des voix qui ont à se faire

entendre, non pas « sur » un sujet mais « avec » celui-ci – que ce dernier, d'ailleurs, soit humain ou non humain.

Ces propositions, brièvement présentées ici, peuvent paraître radicales, mais il s'agit avant tout d'engager un pari rendant possible de considérer le monde non plus comme une entité passive et inerte à découvrir, mais comme un sujet actif avec lequel il faut désormais converser – au sens premier du terme, « vivre avec », peut-être plus qu'à celui dérivé et devenu commun de « l'échange de paroles », nous y reviendrons.

Sur le modèle des pratiques à l'œuvre dans les sciences humaines et sociales, Haraway invite non seulement les sciences dites « dures » à reconnaître que « l'intervention des personnes étudiées métamorphose elle-même entièrement le projet de production de théorie sociale³ ». Mais, au-delà, elle défend la nécessité de multiplier des témoins et d'élargir les communautés de recherche suivant l'idée que « plus on a de témoins, de témoignages, de récits, mieux on se porte⁴ ».

Il s'agit de parler à partir de la place que l'on occupe pour prendre en charge cette place.



Donna Haraway et Cayenne

Les savoirs situés, basés sur une « objectivité incorporée »

La notion de savoirs situés est en effet une réponse à l'exigence d'objectivité sur laquelle se fondent les sciences. Elle gagne à être considérée à partir de la métaphore de la vision proposée par Haraway qui bat en brèche l'idée d'une prétendue objectivité scientifique dont elle démontre que celle-ci sert en réalité un objectif politique.

Le point de vue neutre sur le monde, unique et s'exprimant de nulle part, se révèle en effet être celui de l'Homme Blanc, qui le met au service d'un projet de domination de l'autre et du monde. Contre ce *GodTrick* (« truc divin ») marquant à la fois l'imaginaire des techniques modernes de la vision et soutenant les visées impérialistes⁵, Haraway défend des savoirs situés féministes incorporés, localisables,

porteurs de leur ancrage et donc responsables. Il s'agit de parler à partir de la place que l'on occupe pour prendre en charge cette place, ce qui en découle et ce qui la constitue et donc accepter une responsabilité – inexistante dans une perspective de neutralité. Dans le sillage des théories féministes du *standpoint*, il s'agit de défendre la pertinence et même le « privilège de la perspective partielle » qui voit et parle à partir d'une place dans le monde. Il s'avère que cette perspective est mieux à même d'être mise à jour et défendue par les féministes qui « ont intérêt à projeter une science de relève qui donne une traduction plus juste, plus acceptable, plus riche du monde, pour y vivre correctement et dans une relation critique et réflexive à nos propres pratiques de domination et à celle des autres ainsi qu'aux parts inégales de privilège et d'oppression qui constituent toutes les positions⁶ ».

Ainsi, Haraway « [...] milite pour les politiques et les épistémologies de la localisation, du positionnement et de la situation, où la partialité, et non l'universalité, est la condition pour faire valoir ses prétentions à la construction d'un savoir rationnel. Ce sont des prétentions qui partent de la vie des gens ; la vue depuis un corps, toujours complexe, contradictoire, structurant et structuré, opposé à la vue d'en haut, depuis nulle part et simple⁷ ».

Deux garde-fous encadrent néanmoins le plaidoyer pour ces perspectives « partielles et partiales ». D'une part, Haraway refuse le relativisme qui postule l'égalité des positionnements : « *tout ne se vaut pas* car toute position, toute prise de position amène avec elle un monde, et les mondes comptent⁸ ». D'autre part, elle se méfie tant des postures romantiques que des prises de position dénonciatrices qui encadrent souvent les points de vue assujettis, d'autant que « voir d'en bas requiert au moins autant de savoir-faire avec les corps et le langage, avec les médiations de la vision, que les visualisations "technoscientifiques" les plus élevées⁹ ».

Les savoirs situés – partiels, localisables, critiques – ne peuvent donc prétendre à l'innocence, au sens où il s'agit de constamment avoir conscience de l'incidence des points de vue sur le monde, et même de revendiquer cet engagement « dans la création collective du monde¹⁰ ». Le scientifique est ainsi amené à entrer en relation, à « s'associer avec un autre, pour voir avec lui sans prétendre être l'autre¹¹ ».

La « conversation » avec le monde prend ainsi l'image du jeu de ficelles (*cat's cradle*) basé sur le mouvement et la succession de formes : les interactions qu'Haraway encourage sont complexes, plurielles, impliquées dans des nœuds qui se transforment avec elles¹².

Décrire, raconter, imaginer

Voir avec l'autre donc, mais comment en rendre compte ? Dans la perspective des savoirs situés, il s'agit, on l'a compris, de fabriquer du sens et pas seulement de déconstruire¹³. Pour ce faire, considérons tour à tour trois gestes – toutefois intrinsèquement mêlés – que pose Donna Haraway.

En premier lieu, *décrire* en se souvenant que toute description constitue déjà une intervention sur ce que l'on considère comme important et pertinent¹⁴. Décrire et redécrire pour s'éloigner des réductionnismes et densifier, au point que cette redescription devient « théorie »¹⁵.

Ensuite, *raconter* qui est « la meilleure manière de penser¹⁶ ». Il s'agit encore une fois de reconnaître que les récits constituent des représentations, mais qu'ils donnent aussi forme au monde. Dans la logique des savoirs situés qui rendent nécessaires les réseaux de connexion – « appelés "solidarité" en politique et "conversations partagées" en épistémologie¹⁷ » –, Haraway en appelle ainsi à une « politique des récits ».

Enfin, *imaginer* et réserver une place à la dimension spéculative de la pensée – pour Haraway, sur le mode plus spécifique de la science-fiction qui occupe une place importante dans son imaginaire conceptuel et politique¹⁸. Pour elle encore, « réalité » et fiction ne se placent aucunement dans un rapport hiérarchique, ayant l'une comme l'autre des effets sur le monde¹⁹. À l'instar de la nécessité de multiplier et mêler les points de vue, chez Haraway, la pensée et l'écriture s'hybrident et ne peuvent faire la part entre réalité et fiction.

Bien entendu, emprunter la voie ouverte par les savoirs situés offre peu de certitudes. S'y engager, c'est néanmoins œuvrer à mettre en relation tous ceux, toutes celles et tout ce qui habite(nt) ce monde pour que chacun prenne part à la pensée et à la construction de ce dernier.

- 1 Donna HARAWAY, « Manifeste Cyborg : science, technologie et féminisme socialiste à la fin du XX^e siècle », *La Découverte*, in *Mouvements*, 2006/3, n°45-46, p. 15-21 [disponible en ligne sur le site du Cairn].
- 2 María PUIG DE LA BELLACASA, *Les savoirs situés de Sandra Harding et Donna Haraway. Science et épistémologie féministes*, Paris, L'Harmattan, 2014, p.149.
- 3 Donna Haraway, « Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle », in Donna HARAWAY, *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes. Anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan*, Paris, Exils Éditeur, 2007 [1988], p. 130 (pp. 107-142).
- 4 María PUIG DE LA BELLACASA, *op. cit.*, p. 221-223.
- 5 Pour reprendre les termes utilisés par HARAWAY, « ces prothèses nous montrent que tous les yeux, y compris nos propres yeux organiques, sont des systèmes de perception actifs, intégrés dans des traductions et des manières particulières de voir, c'est-à-dire des manières de vivre ». Donna HARAWAY, « Savoirs situés [...] », *op.cit.*, p. 112-118.
- 6 Donna HARAWAY, « Savoirs situés [...] », *op.cit.*, p. 112-113.
- 7 *Ibid.*, p. 126.
- 8 María PUIG DE LA BELLACASA, *op. cit.*, p. 167-168.
- 9 María PUIG DE LA BELLACASA, citant elle-même Haraway, *op. cit.*, p.173.
- 10 María PUIG DE LA BELLACASA, *op. cit.*, p. 178.
- 11 Donna HARAWAY, « Savoirs situés [...] », *op.cit.*, p. 122.
- 12 Je tiens à remercier Lucienne Strivay qui a attiré mon attention sur la dimension forte de la « conversation » telle qu'elle est proposée par Haraway, et m'a éclairée en me rappelant cette métaphore du jeu de ficelles.
- 13 María PUIG DE LA BELLACASA, *op. cit.*, p.129.
- 14 *Idem.*
- 15 *Ibid.*, note 120, p. 126-127.
- 16 Comme le déclare Haraway dans le film que Fabrizio Terranova lui a consacré. Fabrizio Terranova, *Donna Haraway : Story Telling for Earthly Survival*, 2016, 90'. Disponible à la location en ligne.
- 17 Donna HARAWAY, « Savoirs situés [...] », *op.cit.*, p. 119-120.
- 18 María PUIG DE LA BELLACASA, *op. cit.*, p.129.
- 19 *Ibid.*, p. 234.
- 20 Cet exemple est issu du chapitre « Inondées d'urine. DES, Premarin et respons(h)abilité multispécifique », in Donna J. HARAWAY, *Vivre avec le trouble*, Les éditions des mondes à faire, 2020, pp.233-254 (p.254 pour le texte cité).

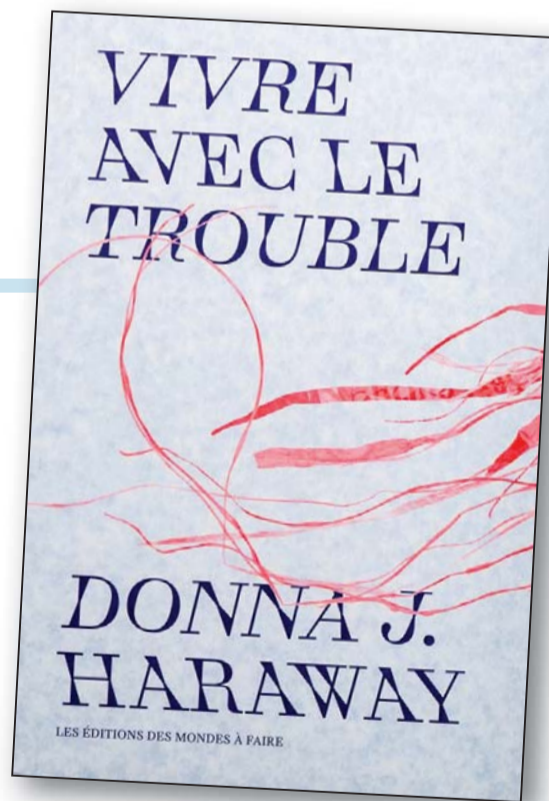
Un exemple de savoir situé et incorporé – « Inondées d'urine »

Dans *Vivre avec le trouble*, Donna Haraway réfléchit à partir des parallèles qu'elle établit entre les expériences qu'elle-même et sa chienne Cayenne ont à vivre.

Cayenne, souffrant d'incontinence, se voit prescrire par la vétérinaire la prise de DES, médicament aux propriétés oestrogéniques initialement destiné aux femmes pour prévenir avortements spontanés et accouchements prématurés. Dispensé à près de deux millions de femmes pour les seuls États-Unis à partir de 1938, il s'avère que ce traitement provoque chez les enfants nés de ces femmes des anomalies génitales, accroît les risques de cancer prématuré et entraîne des malformations. Ayant de plus constaté que le médicament n'avait pas l'efficacité escomptée, il est interdit en 1971 mais reste utilisé à des fins vétérinaires – notamment aussi comme hormone de croissance dans l'industrie bovine, usage établi grâce à un partenariat entre l'industrie agricole et les sciences agricoles universitaires.

Donna, quant à elle, est amenée à prendre du Premarin au moment de sa ménopause et pour prévenir un risque familial de maladie cardiaque. Ce médicament est fabriqué à partir d'oestrogènes naturels prélevés

dans l'urine de juments qui sont, pour ce faire, confinées dans des box, artificiellement et continuellement engrossées, leurs poulains étant quant à eux jetés. Après avoir constaté que le Premarin n'avait pas les effets escomptés et que sa prise était accompagnée d'effets indésirables non négligeables – tels que caillots sanguins, accidents cérébro-vasculaires, crises cardiaques et cancers du sein –, sa production a été réduite sans pour autant être interdite. Premarin est en effet un produit très lucratif, proposé depuis 2009 par Pfizer.



Dans ces deux situations se voient entremêlés inextricablement plusieurs points. D'abord, la question des soins médicaux, de leur nécessité, leurs bénéfices et les risques sanitaires qui en découlent. Ensuite, la thématique de l'exploitation des autres – humains et non humains – nécessaire à la conception et la fabrication de ces produits. Enfin, le problème des intérêts économiques en jeu – ici, ceux des industries agricoles et pharmaceutiques notamment.

Lorsque Donna Haraway raconte ces histoires, elle propose de penser le monde dans et à partir de ce que nous vivons, pour en proposer une connaissance qui vise à « changer le monde », pour quitter l'innocence et endosser nos responsabilités :

« Ayant avalé du Premarin, j'ai davantage de comptes à rendre sur la question du bien-être des éleveurs, des écologies des prairies du Nord, des chevaux, des activistes, des scientifiques et des femmes atteintes du cancer du sein – davantage que si je n'en avais pas pris. Donner du DES à ma chienne me met en position de devoir rendre des comptes quant à certaines histoires et à certaines possibilités qui perdurent (...). Confrontés à une multitude d'histoires toutes terribles – quoique pas de la même manière –, nous sommes toutes et tous responsables de et envers la formation de conditions propices à l'épanouissement multispécifique²⁰ ».

Quand le chiffre fait l'info

Un chiffre, c'est un gros titre déjà prêt. Sauf qu'un chiffre ne dit rien en soi. Ce n'est pas une donnée brute, mais bien une construction : il dépend en amont de normes de calcul ou de comptage qui sont loin de faire consensus, et en aval, son interprétation reste toujours délicate. Sans malhonnêteté, le journaliste pressé (pléonasmes) sera tenté de titrer « Flambée de l'épidémie dans la commune X ! » si le nombre de tests PCR positifs y affiche une augmentation nette de 100 % en une semaine. Ce qui, dans les faits, peut très bien signifier deux individus détectés contre un seul la semaine précédente (d'ailleurs, le chiffre ne nous dit rien du nombre réel de personnes contaminées, contaminantes, ou malades). On pourrait aussi bien titrer : « La commune X épargnée par le virus ! ». Ainsi les mêmes données (ici en pourcentage versus en nombre absolu) peuvent-elles donner lieu à des interprétations opposées.

On se souvient surtout de la polémique sur le taux de létalité de la maladie, où les chiffres passaient en pagaille de 0,02 % à plus de 20 %, laissant l'impression que toutes les études se contredisaient. Pour autant, ils n'étaient pas nécessairement faux, mais simplement le fruit d'une méthodologie différente. Exemple simple : selon que la mortalité est considérée par rapport au nombre de personnes malades recensées, ou bien par rapport au nombre de contaminations supposé dans la population globale (extrapolé à partir des taux de positivité des tests PCR, eux-mêmes indicateurs imparfaits des contaminations), on obtient des résultats extrêmement différents, mais tout aussi valides.

Le problème est que dans l'immense majorité des cas, les chiffres sont publiés sans explication de la méthode de calcul, sans contextualisation, sans marges d'erreurs, etc., et font souvent l'objet d'interprétations abusives. Pas seulement parce que les médias sont avides de titres accrocheurs : c'est aussi que la compréhension fine, l'analyse et l'interprétation éclairée des chiffres réclame du temps (qu'ils n'ont pas), du recul (pas davantage), de l'espace rédactionnel (toujours limité), et une certaine formation scientifique dont la majorité des journalistes non spécialisés ne sont pas dotés. L'affaire se corse d'autant quand il s'agit de commenter des graphiques, courbes et autres statistiques plus complexes.

Des experts à haute valeur médiatique

Face à des sujets hautement techniques, le premier (et sain) réflexe journalistique est d'interroger un spécialiste du domaine. Chercheur, médecin, virologue, expert... Encore faut-il voir comment on le choisit, quelle place on lui donne, et quelles questions on lui pose. Pour « passer », l'expert doit posséder un certain nombre de qualités médiatiques, à commencer par accepter de s'exprimer dans les médias, ce qui est loin d'être une évidence du côté des chercheurs. Il doit pouvoir répondre aux questions dans un langage accessible et sans excès de prudence sur un éventail de sujets, inspirer confiance, voire être sympathique. Lorsqu'on trouve cette perle rare, on ne la lâche pas : nul doute qu'elle sera réinvitée très prochainement. Cependant, ces qualités médiatiques sont loin des critères qui font un « bon » scientifique, prudent dans ses affirmations, privilégiant le doute aux certitudes, souvent hyperspécialisé et refusant de s'exprimer au-delà de son domaine de compétence... Cela ne signifie pas que les « experts médiatiques » sont tous de mauvais scientifiques ; mais la reconnaissance de leur communauté, par exemple, n'est pas indispensable pour passer dans les médias.

De plus, l'espace médiatique a tendance à valoriser la rupture, la parole discordante. Pour créer le débat, pour faire vendre. Ainsi s'explique par exemple la tribune offerte à Didier Raoult ou encore au Nobel Luc Montagnier (qui affirmait sans preuve valide que le vaccin contre la grippe tuait les malades du Covid). Si leur curriculum de chercheurs passés n'était pas à remettre en cause, ils ont clairement perdu l'aval de

leur communauté en cours de route, en tenant des propos qui outrepassaient ce que la science pouvait affirmer. Si leur cas est flagrant, ce sont pourtant loin d'être les seuls : beaucoup d'autres sont sortis de leur domaine de compétences, voire de leur rôle de scientifique, pour distiller des opinions, des croyances, voire des prédictions ou des prescriptions...

Entre survalorisation de discours marginaux, sélection d'experts plus médiatiques que scientifiques et questions hors cadre, les paroles se sont entrecroisées en tous sens à la télévision et dans les colonnes des quotidiens. De quoi ajouter à la confusion ambiante, et semer d'autant le discrédit sur la parole scientifique. Dans ce chahut, on a fait dire à la science beaucoup de choses qu'elle ne pouvait pas encore dire, ou qu'elle ne peut pas dire du tout : elle n'a pas vocation à prédire l'avenir de phénomènes humains complexes, ni à dicter ce qui doit être fait des connaissances qu'elle accumule.

L'exercice délicat de la vulgarisation

Telle quelle, une étude scientifique localisée, avec ses conclusions nécessairement limitées, provisoires et réfutables, ne constitue pas une info au sens médiatique du terme. Pour en faire une information digne d'intérêt, il s'agit de se concentrer non sur sa méthodologie mais sur ses résultats, partant du principe que ceux-ci sont raisonnablement extrapolables et généralisables. Cependant, une recherche isolée dans un champ de connaissances multidisciplinaire ne peut parvenir à ce degré de généralité. Face à un phénomène complexe, un consensus scientifique ne peut émerger que dans un temps lent, par accumulation et contradiction (c'est tout l'intérêt des revues scientifiques). Car la science « en train de se faire » n'est pas univoque. En livrant les résultats d'une étude isolée dans un champ de recherche en friche, en en gommant la méthodologie, le contexte, les présupposés, les limites ou les biais – c'est-à-dire les conditions de vérité – le journaliste ne peut qu'induire en erreur. Or sa prudence se limite la plupart du temps à l'usage du conditionnel.

Traduire, c'est toujours trahir un peu. L'information quotidienne, conçue pour être rapidement digérée et à destination du grand nombre, s'accommode mal de la complexité comme de la prudence scientifique. Inévitable, la simplification est à la fois le plus grand péché et la plus grande vertu de la vulgarisation. Expliquer au néophyte toutes les nuances d'une recherche, élucider son jargon et ses concepts, préciser ses présupposés et ses conditions d'expérimentation, dégager son contexte, ses limites et ses enjeux (en imaginant que le journaliste en soit lui-même capable) dépasse largement le cadre d'un article de presse, *a fortiori* dans un média quotidien. Entre simplification et restitution de la complexité, il y a un équilibre à trouver, fragile, difficile à sentir, toujours risqué. Nécessairement, il y a une perte au passage.

Cette fragilité de la vulgarisation qui navigue entre simplification, extrapolation et généralisation, appliquée à un territoire de recherche lui-même encore fragile et peu constitué, a pu faire passer quantité d'études pour fausses ou contradictoires. Alors qu'elles étaient plutôt partielles et complémentaires, comme les morceaux d'un puzzle en cours d'assemblage.

Où sont les journalistes scientifiques ?

Journaliste scientifique, c'est un métier. Un métier qui requiert des connaissances, des compétences, mais aussi du travail de documentation et d'analyse, donc du temps. Ce journaliste-là connaît la différence entre validité et vérité. Celui-là peut se confronter à la technicité d'articles en anglais, interpréter leurs graphiques, traduire leur jargon. Celui-là sait que l'on fait dire aux chiffres ce que l'on veut. Celui-là sait intégrer une étude au champ de recherche dans lequel elle prend place. Celui-là ménage la nuance plutôt que l'effet de rupture. Celui-là connaît les revues de

renom, les sites fiables. Celui-là sait qu'un expert de plateau TV n'est pas toujours l'interlocuteur le plus pertinent.

Soudainement confrontées à une demande extraordinaire d'informations scientifiques, les rédactions quotidiennes ont dû largement mobiliser des journalistes polyvalents, peu accoutumés à l'exercice et souvent sans aucune formation scientifique. On se souvient par exemple des premières sorties de presse terriblement anxieuses sur le « virus mutant ». Naturellement, si le journaliste ignore qu'il est dans la nature même d'un virus de muter, l'info s'en ressent. Pas étonnant que les maladresses aient fusé, que les simplifications et les généralisations se soient faites outrancières, que le sensationnalisme ait primé, que la recherche ait été malmenée au point de lui faire dire ce qu'elle ne disait pas.

Manque de formation, manque d'expérience, mais aussi (faut-il le rappeler) conditions de travail. Si la presse périodique spécialisée est mieux lotie, dans les rédactions de presse quotidienne les journalistes sont souvent tenus de rédiger entre cinq et dix articles chaque jour. Même combat du côté des freelance et indépendants, les tarifs plafonnant entre 20 et 50 € l'article standard. Et sans surprise, c'est du côté des rédactions web que l'on pratique les prix les plus bas. À ce prix-là, il ne faut pas s'étonner qu'ils n'aient guère le temps de se documenter, de réfléchir, de confronter des sources choisies.

Que fait le public ?

Il y a toujours un écart entre l'information scientifique telle qu'elle nous est livrée par les médias et ce que dit précisément la science. Sans cela, l'info serait indigeste. Parvenir à restituer la complexité tout en restant à la fois accessible et attrayant s'apparente à une véritable gageure. Car la meilleure des intentions journalistiques se heurte inévitablement à une limite : celle des usages du consommateur de l'information. Ces derniers mois, on a vu fleurir des initiatives très louables dans la presse, signe que les médias ne sont pas hermétiques à la remise en question de leurs pratiques. Comme des articles truffés d'astérisques renvoyant en bas de page, explicitant précisément comment était construit tel ou tel chiffre, ce que recouvrait exactement tel terme, etc. Si on peut s'en réjouir, reste une question désespérante : qui les lit ? N'importe quel éditeur de presse généraliste, n'importe quel rédacteur en chef sait qu'au-delà de 3.000 signes, un article n'est quasiment pas lu. Nombre de lecteurs ou internautes lisent en diagonale, arrêtent leur lecture avant la fin, beaucoup ne lisent même que les titres.

Faut-il pour autant abdiquer ? Sans doute que non, qu'il faut continuer à rechercher cet équilibre fragile et incertain entre complexité, accessibilité et attrait, et accepter qu'il est le fruit imparfait d'un compromis. Militer pour un meilleur journalisme, mais sans doute aussi un meilleur public. Car la relative crise de foi dans la science qui a marqué cette année n'a pas seulement révélé les failles de la machine médiatique, elle a aussi cruellement pointé une large ignorance de ce qu'est la science et de comment elle se construit, tant du côté des journalistes que de leur public. L'école nous apprend la science par ses résultats, pas par ses processus. Par ses réussites et non ses échecs. Ainsi, nous récitons les réponses sans savoir comment se sont posées les questions. Persuadés que la science dit le vrai, nous ignorons souvent qu'elle n'apporte que des vérités partielles et provisoires, en attendant la prochaine révolution.

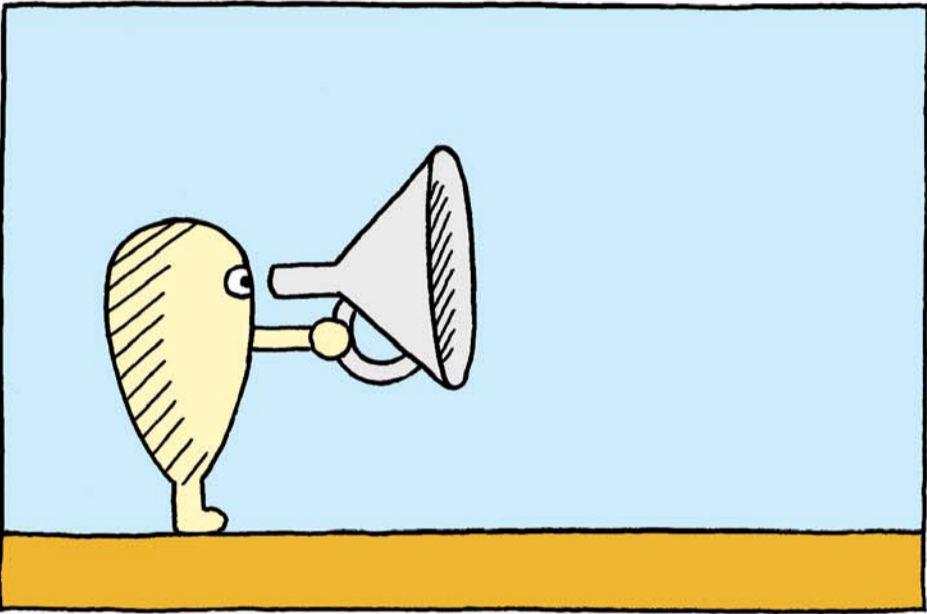
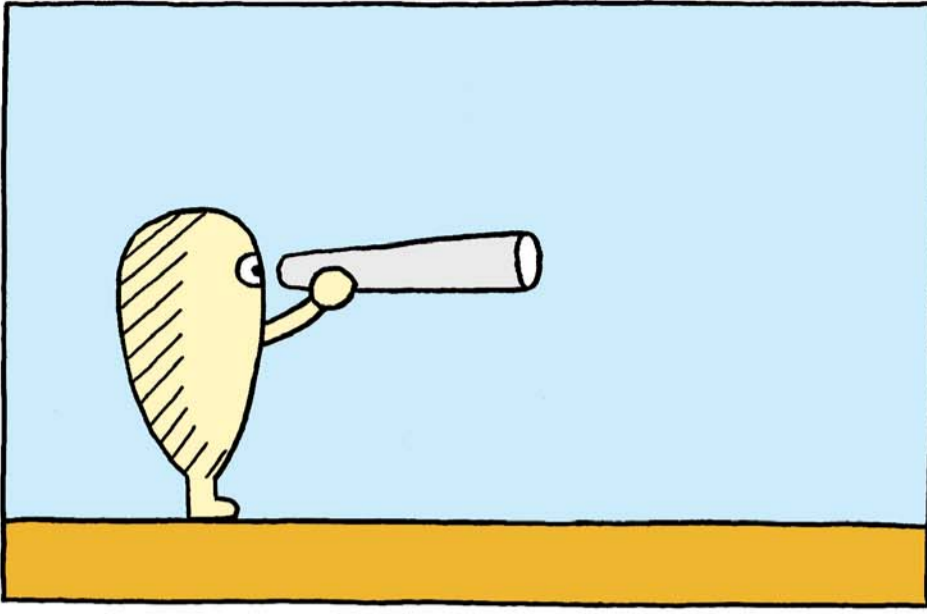
On a fait dire à la science beaucoup de choses qu'elle ne pouvait pas encore dire.

Pour une lecture critique éclairée de la gestion de la crise covid, voir les analyses proposées par «Le blog du #covidrationnel», créé et alimenté par une équipe interdisciplinaire principalement composée de professeurs et chercheurs d'universités belges. <https://covidrationnel.be/>



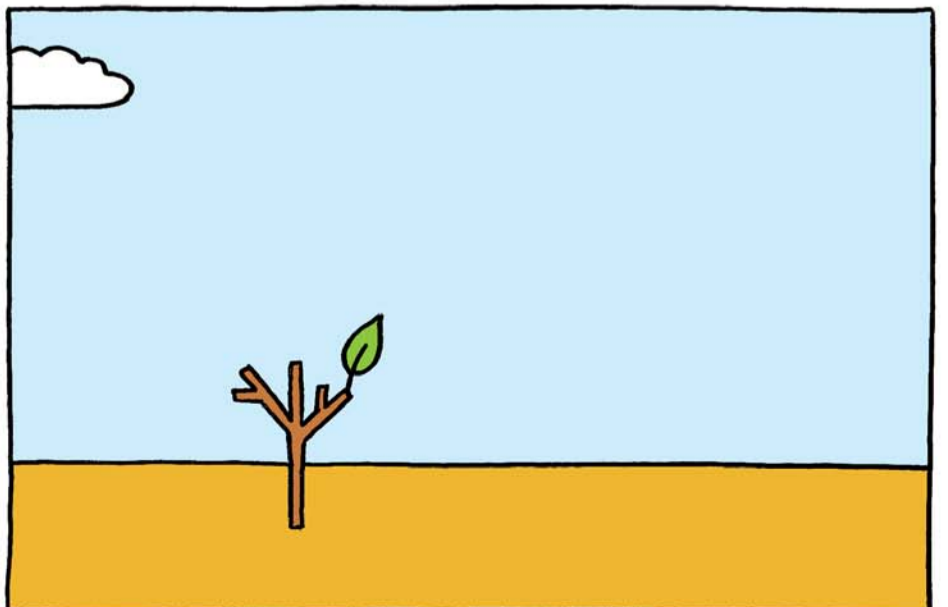
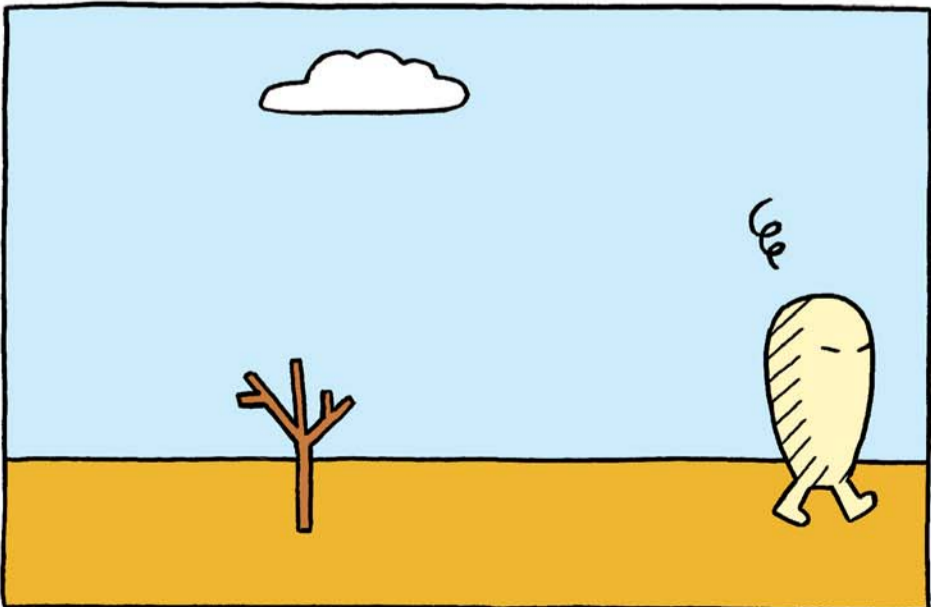
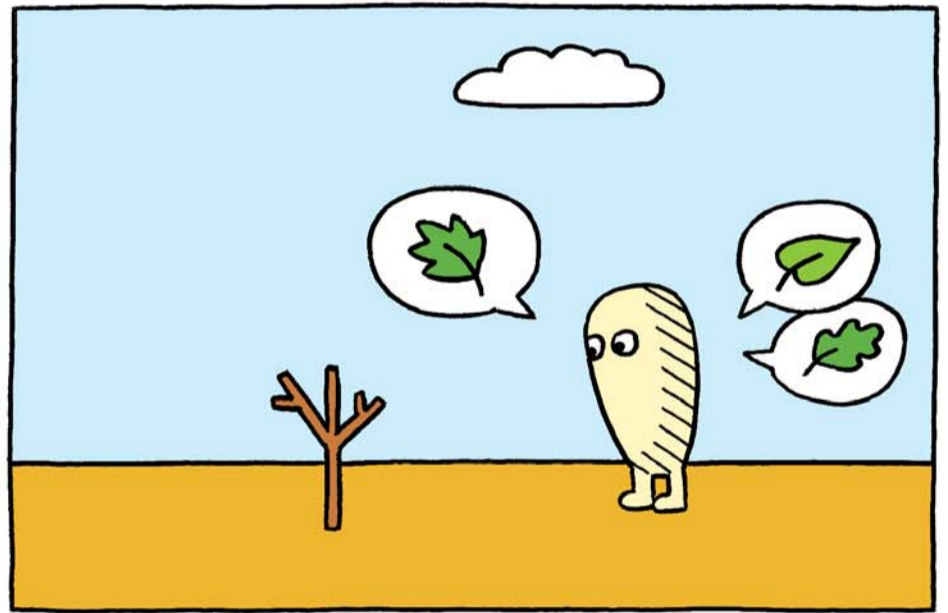
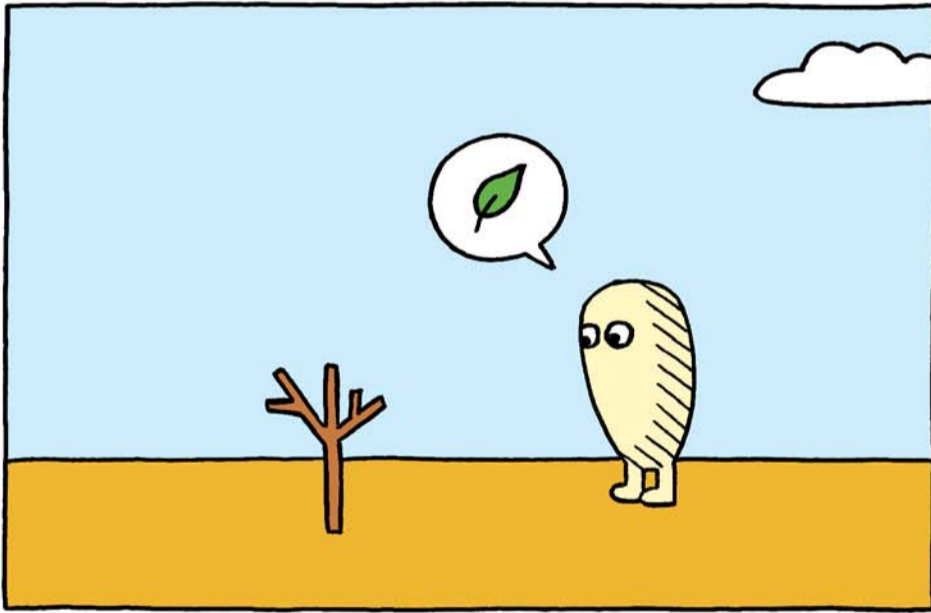
page sept

I am the eggman



José Parrondo

I am the eggman



José Parrondo

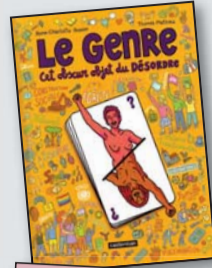
Le Service Bibliothèque & Librairie présente

Par Jérôme Delnooz, Louise Jeanne, Michel Recloux, et Tamara Hannay

▼ = coup de cœur

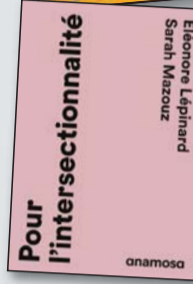
Anne-Charlotte Husson et Thomas Mathieu, *Le genre : cet obscur objet du désordre*, Casterman, 2021, 18€

Après *Les crocodiles*, le bédéiste Thomas Mathieu revient en force ! Cette bande dessinée-essai documentaire tente ici une explication sur le genre et la théorie du genre (parce qu'il y a une différence), mais aussi sur les réfractaires, leurs arguments et sur tous les aspects politiques autour de celui-ci. Une lecture complète et instructive



Éléonore Lépinard et Sarah Mazouz, *Pour l'intersectionnalité*, Anamosa, 2021, 5€

Ce tout petit livre (13,5 cm de haut !) est une défense de l'intersectionnalité et de sa place dans les sciences sociales. Il explore et donne une synthèse du concept qui permet une analyse plus complète de nos sociétés et des oppressions dans celles-ci (capitalisme, sexisme, racisme, homophobie... et bien d'autres malheureusement) qui sont liées et se renforcent les unes les autres.



▼ Sandrine Martin, *Chez toi*, Casterman, 2021, 23€

Inspiré des rencontres de l'auteur, ce roman graphique raconte la vie de deux femmes. Mona, Syrienne, a fui son pays avec son mari pour Athènes, vit dans un camp de réfugiés et est enceinte. Monika, est dans un mariage malheureux et sage-femme à Médecins du Monde. Elle s'occupe de la grossesse de Mona. Deux femmes que tout semble opposer. Pourtant, leurs chemins se croisent et elles deviennent amies.

À travers leur récit, c'est l'histoire de la crise athénienne et de l'immigration en Syrie qui est dépeinte. Une BD pleine d'humanité et d'une grande qualité graphique.



▼ Ismaël Méziane, Carole Reynaud-Paligot, Evelyne Heyer, *Comment devient-on raciste ? : comprendre la mécanique de la haine pour mieux s'en préserver*, Casterman, 2021, 16€

Plusieurs fois dans sa vie, Ismaël a vécu des faits de racisme. En 2017, la visite de l'exposition « Nous et les autres : des préjugés au racisme » au Musée de l'Homme à Paris lui fait l'effet d'un électrochoc ! Enthousiasmé par son propos, il invite les deux commissaires – une anthropologue généticienne et une historienne – à coréaliser une BD. Voici le résultat de ce travail : un récit dans lequel l'auteur se met en scène et mêle sa quête personnelle à un échange avec les deux scientifiques. Un habile mélange de « savoirs chauds » et « froids » à même de toucher les consciences, porté par une narration dynamique et un graphisme coloré !



▼ Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval [et al.], *Le choix de la guerre civile : une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021, 20€

Le terme « néolibéralisme » résonne sans cesse dans les discours politiques. Pourtant, ce concept renvoie à une réalité difficile à définir... Depuis les années 1980, le recul temporel a permis à de nombreuses études de circonscrire davantage cet objet politique. C'est en s'appuyant sur ce socle de connaissances ainsi que sur son corpus idéologique propre, que les auteurs livrent ici une analyse du néolibéralisme sur le temps long. En ouvrant cette perspective, ils nous montrent que cette doctrine a d'emblée fait le choix de la guerre de domination, de la violence en vue de réaliser le projet d'une pure société de marché. Toutefois, et là est sa force, cette stratégie a évolué au gré du temps et des circonstances, recourant à des moyens divers allant de la répression armée à l'usage du droit, dans et par les institutions étatiques. Une dangereuse plasticité portée par la même logique dogmatique ! Dans le fond, Thatcher, Pinochet, Trump, Bolsonaro, Macron, même combat !



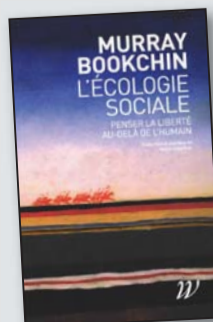
Ghassan Hage, Lucie Blanchard (trad.), *Le Loup et le Musulman : le racisme est-il une menace écologique ?*, Wildproject, coll. « Le monde qui vient », 2017, 15€

Hage, « avec son talent pour mettre en lien des éléments apparemment disparates, fait apparaître ce que nous ne voyons pas » avance Françoise Vergès. L'anthropologue libano-australien y parviendrait une nouvelle fois dans le présent essai en illustrant les connexions internes entre le racisme et le spécisme contemporains. Dans un monde régi par la domestication, le loup et le Musulman s'apparentent à deux grandes figures fantasmagoriques menaçant la civilisation. À rebours de la déconstruction théorique pure des discours racistes, l'auteur mobilise cette métaphore animale car elle dit autre chose de ses émetteurs, tout en permettant de décortiquer leurs manières d'agir au quotidien dans un environnement précis. Ce qui d'après Hage permet *in fine* de penser les structures sociales de base engendrant racisme ET crise environnementale. CQFD ?



▼ Murray Bookchin, *L'écologie sociale. Penser la liberté au-delà de l'humain*, Wildproject, 2020, 22€

Un choix de textes fait par Marin Schaffner, pour lutter contre toutes les dominations et toutes les hiérarchisations. Que le « destin » de l'humanité – le pouvoir absolu de l'humain sur le vivant – soit remis enfin en question est une avancée majeure réconfortante pour le futur. Si on ne peut détruire une domination, quelle qu'elle soit sans éradiquer les hiérarchies, il en est de même pour les problèmes écologiques qui ne seront résolus sans un changement social profond, c'est l'écologie



sociale. Murray Bookchin promeut une société écologique qui ne sera ni de « l'écologie profonde » qui mythifie la nature et tend vers le fascisme, ni une « éco-technocratie », laissant tout pouvoir aux scientifiques pour gérer les crises. « Parvenir à notre pleine humanité est un problème social, qui dépend de changements institutionnels et culturels fondamentaux : ne pas le voir, c'est réduire l'écologie à la zoologie et faire de toute tentative de réaliser une société écologique une chimère. »

Jean-Pierre Le Glaunec, *Une arme blanche : la mort de George Floyd et les usages de l'histoire dans le discours néoconservateur*, Lux, coll. « Lettres libres », 2020, 12€

La mort de George Floyd a suscité une vague d'indignation de par le monde. Mais pas toujours celle à laquelle l'on pense. En effet, une nébuleuse d'auteurs néoconservateurs francophones ont exploité ce drame et ses retombées médiatiques pour polémiquer autour de leurs cibles habituelles : le politiquement correct, le multiculturalisme, « l'obsession égalitaire », les gauchistes, etc. Pire, nombre d'entre eux « ont pris des libertés inadmissibles avec les faits historiques qu'ils ont transformés en armes de guerre culturelle, afin de servir leurs convictions politiques ». Avec cet ouvrage qui se situe entre l'essai et la lettre, Le Glaunec tente de répondre à l'un d'eux : Christian Roux, écrivain, chroniqueur ; un de ces anciens intellectuels « progressistes » qui a abandonné l'empathie envers les victimes et la lutte contre la « haine de l'autre » pour embrasser la thèse de la « haine de soi » chère à l'extrême droite ...



Jan Walraven, *Le vol du siècle : comment nous avons perdu notre vie privée et comment la reconquérir ?*, Now Future éditions, 24.90€

« On vous suit. On vous met dans des cases. On vous vend. On se sert de vous. » Jan Walraven, journaliste d'investigation flamand, nous plonge dans une enquête sur le monde « impalpable » des algorithmes et du Big Data. On y (re)découvre comment les GAFAM récoltent nos données personnelles et les utilisent pour influencer nos manières d'agir, d'acheter... et même de voter. Face au miroir aux alouettes brandit par les géants du « dématérialisé », nous acceptons de sacrifier notre vie privée et notre liberté de choix. Au-delà de ce constat « de vol », l'auteur délivre un message encourageant et montre que des alternatives existent pour reconquérir – maintenant et pour le futur – notre vie privée et notre indépendance sur les supports numériques. Un propos qui a fait mouche auprès du jury de la Foire du livre politique de Liège 2020, qui a décidé de consacrer le travail de Walraven.



Le coin jeunesse

Marie Tibi et Thierry Manes, *La Princesse qui pue qui pète*, Casterman, coll. Casterminouche, 2021, 5.95€

La princesse Castille de Bonaloi est la fille du roi, mais ce n'est pas pour ça qu'elle se comporte comme telle ! Elle aime aller à la ferme et aider son ami Armand, se rouler dans la boue et péter. Elle veut aussi décider pour elle-même : pas question de se coltiner un prince de pacotille, prétentieux et méprisant. Elle décidera elle-même de qui elle sera aimée et qui elle aimera !

Un petit livre qui évoque la liberté d'être qui on est et qui on veut être, accessible dès 3 ans.



Sonia Paolini et Éloïse Rey, *Anna qui chante*, Biscoto, 2021, 15€

Dans le pays des sept collines, il y a un roi craint de tous et sa « fille », Judith la Triste. Comme elle s'ennuie, il fait enlever des petites filles pour lui tenir compagnie. Rien ne va jusqu'à l'apparition d'Anna qui chante, une fille franche et à la voix d'ange. Grâce à elle, Judith et tous les autres habitants du pays se soulèvent et arrivent à chasser le roi, qui ne fait plus peur à personne.

Un conte haut en couleurs, avec de belles illustrations, qui plaira aux petits comme aux grands !



▼ « Y en a marre », La revue *Biscoto*, n° 93, mai 2021, 4€

Ce « journal comme pour les grands, en plus marrant » se penche sur le « rien ne va, ras-le-bol, y'en a marre, faut que ça change ». Des planches de bd, des textes, des jeux, une marre-nifestation, de la science (« y'en a marre ») et encore plein d'autres trucs pour expliquer, comprendre, analyser et agir quand on en a marre.



Béatrice Alemagna, *La gigantesque petite chose*, Casterman, coll. Les albums Casterman, 2021, 15.90€

On la cherche, elle nous passe à côté... On la trouve... Mais qu'est-ce que cette gigantesque petite chose ? Cet album, aux illustrations d'une grande poésie, vous transportera.



Ces livres sont disponibles en prêt à la bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire. Vous pouvez également les commander auprès de la Librairie Stéphane Hessel, librairie@citemiroir.be ou +32(0)4 250 99 59.



page neuf

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Scientisme

« Malgré les préjugés qui recouvrent encore une partie de la face de l'Europe comme un réseau, la lumière cependant commence à pénétrer dans nos campagnes. C'est ainsi que, mardi, notre petite cité d'Yonville s'est vue le théâtre d'une expérience chirurgicale qui est en même temps un acte de haute philanthropie. M. Bovary, un de nos praticiens les plus distingués... »

Ainsi commençait l'article de presse destiné à être publié dans la gazette *Fanal de Rouen* et écrit par M. Homais, pharmacien du roman *Madame Bovary* (1857), chez qui cohabitaient un agnosticisme ostentatoire et une foi du charbonnier en la science. Il glorifiait, en des termes dithyrambiques, l'opération de « stréphopodie » effectuée par le mari d'Emma sur Hippolyte, le pied-bot de l'auberge du Lion d'Or du bourg normand où se déroule l'action de l'œuvre de Gustave Flaubert.

Cette intervention, on le sait, se solda par un dramatique fiasco. Ce qui nous permet de prendre conscience des extrémités auxquelles peuvent conduire les errements du scientisme, cette croyance absolue selon laquelle toute source fiable de savoir sur le monde est tributaire de la science expérimentale. C'est là une conviction qui s'oppose nécessairement aux religions et autres approches philosophiques ou morales, incapables aux yeux de ses partisans de rendre compte du réel. Elle connut son heure de gloire au XIX^e siècle, époque où Ernest Renan en particulier rêvait d'« organiser scientifiquement l'humanité ».

Révélatrices à cet égard sont les élucubrations se voulant scientifiques du Français Georges Vacher de Lapouge qui, dans son ouvrage *L'Aryen. Son rôle social* (1899), exposa les critères morphologiques susceptibles d'étayer sa vision hiérarchisée des races. Pour lui, l'espèce humaine se répartissait en dolichocéphales et brachycéphales. Les premiers ont le crâne plus long que large : ce sont les Blancs, aryens comme il se doit, porteurs de grandeur. Les seconds ont une boîte crânienne plus large que longue : c'est une race « inerte et médiocre ». Quant aux Juifs, il s'agit d'une « race ethnographique », qui sera vaincue par les Aryens. Telle est, brossée à grands traits, la pensée de ce précurseur de l'eugénisme, hanté par la décadence minant son pays du fait de « la substitution du brachycéphale au dolichocéphale dans la possession du pouvoir ». Les liens avec le futur antisémitisme nazi tombent évidemment sous le sens.

L'eugénisme, on le retrouve chez Alexis Carrel. Ce biologiste et chirurgien également né en France, mais ayant longtemps travaillé aux États-Unis, qui reçut le prix Nobel de physiologie ou de médecine en 1912, est resté mondialement connu par son livre *L'Homme, cet inconnu* (1935). Puisque le but est de « changer l'Univers » et d'œuvrer à la « restauration de l'homme dans l'harmonie de ses activités physiologiques et mentales », il y propose que soit ouvert, pour les criminels considérés comme les plus dangereux, « un établissement euthanasique, pourvu de gaz appropriés, [ce qui] permettrait d'en disposer de façon humaine et économique ». Dans la préface de l'édition allemande de son ouvrage, parue en 1936, l'éminent docteur Carrel avait notamment écrit ceci : « En Allemagne, le gouvernement a pris des mesures énergiques contre l'augmentation des minorités, des aliénés, des criminels. La situation idéale serait que chaque individu de cette sorte soit éliminé quand il s'est montré dangereux. » À l'évidence, ces dires se passent de commentaires ; leur auteur adhéra d'ailleurs peu avant 1940 au Parti populaire français de Jacques Doriot, formation politique qui collabora avec les nazis sous l'Occupation.

Mais il n'était pas rare, dans les années 1950, de voir encore conseiller la lecture de *L'Homme, cet inconnu* aux grands élèves d'humanités, dans certaines écoles du moins. Ni de retrouver, à la même époque, des traces de divagations liées à l'anthropométrie des crânes dans un manuel de géographie datant de 1939 : « En Belgique, on trouve [...] une légère différence dans l'indice céphalique entre les habitants du Nord et ceux du Sud. Il existe une proportion plus grande de dolichocéphales chez les Flamands que chez les Wallons et la brachycéphalie est mieux marquée chez ces derniers. » Cela voudrait-il dire que les Wallons ont la grosse tête ? Comprenez qui pourra...

Au lendemain de la guerre, l'affaire Lyssenko révéla à quel point la science peut se laisser pervertir par l'idéologie. Ce pseudo-scientifique, soutenu par Staline, s'était promis de voler au secours de l'agriculture soviétique, frappée de récoltes insuffisantes à la suite de la collectivisation forcée. Comment ? Par l'adoption de techniques agricoles révolutionnaires, capables notamment de transformer une espèce végétale en une autre, et donc de suppléer aux disettes ou famines récurrentes. Il eut beau dénoncer la « génétique bourgeoise » et ceux qui, dans la communauté scientifique de l'URSS, ne tombaient pas dans le panneau de cette supercherie, rien n'y fit : les yeux se dessillèrent tardivement, y compris chez les membres ou compagnons des Partis communistes d'Europe de l'Ouest, face à cette « régression unique dans les annales de la science contemporaine¹ ».

Comme quoi, même les « théories » scientifiques ont souvent une durée de vie. Sans le doute, la science risque toujours de se transformer en dogme, se cristallisant du coup en scientisme. Et alors, bonjour les dégâts... ••

Colère + algorithme = chaos

Par Jean-Louis Rouhart

On savait déjà que les algorithmes jouent un rôle déterminant dans la sélection des informations que reçoivent les utilisateurs des réseaux sociaux. Programmés pour fournir aux internautes des contenus, qui captent leur attention, ils sont utilisés pour retenir les internautes le plus longtemps possible devant les écrans et leur faire passer le maximum de messages publicitaires personnalisés. La question de savoir si ces contenus ont été vérifiés quant à leur véracité est pour ces plateformes d'un intérêt secondaire.

Depuis la parution d'un ouvrage¹ en 2011 consacré aux bulles de filtres (ou bulles d'opinion), Eli Pariser nous a familiarisé avec ce concept, qui désigne à la fois le filtrage de l'information opéré par les algorithmes sur base des prédispositions des internautes et « l'état d'isolement intellectuel et culturel dans lequel l'internaute se retrouve quand les informations qu'il recherche sur l'internet résultent d'une personnalisation mise en place à son insu ». ² Enfermé dans sa bulle, l'internaute ne disposerait plus que d'informations dites « pertinentes » c'est à dire susceptibles de l'intéresser ; il serait renvoyé sans cesse, comme dans une chambre d'écho, aux mêmes opinions et croyances colportés par les réseaux sociaux souvent sur base de rumeurs et de mensonges avérés. *In fine*, il perdrait la capacité d'accepter la pluralité des choses – en psychologie, on parle de « tolérance de l'ambiguïté » – et tout esprit critique.³

Dans une interview accordée à la revue *Fluter*⁴, le politologue Giuliano da Empoli, auteur d'un ouvrage sur les « Ingénieurs du chaos »⁵, montre que les mouvements populistes se servent des mêmes méthodes de manipulation pour gagner des électeurs. Dans le but d'attiser la colère des populations qui s'estiment laissées pour compte, ils leur livreraient en permanence des informations délibérément erronées ou non fondées et présenteraient ces informations, soi-disant au nom de la libre expression, comme faisant partie d'un combat contre les idées politiquement correctes imposées par l'establishment. La diffusion de ces informations mensongères et complotistes aurait pour conséquence de créer des situations chaotiques, telles qu'on a pu les vivre en janvier 2021 au Capitole à Washington.

Face à ces dérives, le politologue préconise d'utiliser ces mêmes réseaux sociaux, mais pour propager une politique responsable et défendre les institutions démocratiques, comme l'ont fait par exemple Barak Obama ou Justin Trudeau. Il encourage en outre la Communauté européenne à réglementer plus sévèrement et à menacer de sanctions les plateformes qui diffusent des contenus porteurs de violence et de haine. Comme l'a montré Twitter en excluant le tonitruant ex-président Trump, ce mécanisme de défense peut être pratiqué par les réseaux sociaux, sans qu'ils soient nécessairement forcés de le faire. Enfin, Giuliano da Empoli propose d'abolir la publicité personnalisée et la fonction « like », qui, selon lui, met les internautes sous pression.

Pour faire éclater les bulles de filtrage, dans lesquelles se retrouvent les gens partageant les mêmes opinions et lutter contre la polarisation et la radicalisation des idées dans nos sociétés, d'autres stratégies sont envisagées ou ont déjà été mises en œuvre. Ainsi, des sites spécialisés ont été créés, principalement aux États-Unis, comme *allsides.com* ou *hifromtheotherside.com*, pour faire prendre conscience de ce phénomène.⁶ En Allemagne, la plateforme « Discute avec moi »⁷ relie des personnes ayant des idées politiques différentes et qui ne craignent pas d'échanger des idées sur différents thèmes lors de *tchats* anonymes, protégés et non « filtrés ». Le but, on l'aura compris, est de contrer le populisme politique et ses réponses simples, d'aiguiser l'esprit de tolérance et de renforcer le discours démocratique en Allemagne et en Europe.⁸ Quant au journal français *Le Drenche*, il propose systématiquement à ses lecteurs deux tribunes d'avis opposés sur un même sujet.⁹ Enfin, *last but not the least*, il y a lieu d'évoquer la campagne actuelle de sensibilisation en vue de la généralisation de l'éducation aux médias,¹⁰ qui s'avère désormais indispensable pour que les futurs citoyens - et pas seulement eux - abordent l'information avec suffisamment de recul et d'esprit critique.

¹ Eli PARISER, *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, New York, Penguin Press, 2011.

² Voir l'article « Bulle de filtres » sur Wikipedia (consulté le 28 février 2021).

³ *Idem*.

⁴ Oliver GEHRS, « Wut + Algorithmus = Chaos », in : *Fluter. Magazin der Bundeszentrale für politische Bildung*, n° 77 (*Wahrheiten*), Winter 2020-2021, pp. 20-23 ; dont le titre de cet article est la traduction.

⁵ Giuliano DA EMPOLI, *Les ingénieurs du chaos*, Paris, Jean-Claude Lattès 2019.

⁶ Voir à ce sujet l'article déjà cité « Bulle de filtres » sur Wikipedia.

⁷ Il s'agit du site *diskutiermitmir.de*, consulté le 28 février 2021.

⁸ Voir Lisa SANTOS, « Die Blase platzt », in *Fluter. Magazin der Bundeszentrale für politische Bildung*, n° 77 (*Wahrheiten*), Winter 2020-2021, pp. 24-25.

⁹ Voir le concept de ce journal sur le site <https://ledrenche.ouest-france.fr/le-concept> (consulté le 4 mars 2021).

¹⁰ Cette campagne est défendue notamment par Bernard Pörksen dans son ouvrage *Die ganze Gerechtigkeit. Wege aus der kollektiven Erregung*, München, Hanser-Verlag, 2018, pp. 116-127.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Philippe Evrard • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Philippe Evrard • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Secrétaire de rédaction : Gaëlle Henrard • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Tamara Hannay, Louise Jeanne, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Olivier Starquit • Strips « I am the eggman » en p.1 et en p.8 par José Parrondo • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831

¹ Joël et Dan KOTEK, *L'affaire Lyssenko*, Bruxelles, Complexe, 1986, p. 10.

Un condensé de la pensée d'extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Les présidentielles en France sont déjà dans toutes les têtes. Et un duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour est hautement probable, à défaut d'être souhaitable. Occasion de nous intéresser à une figure de l'extrême droite française qui a dès à présent réitéré son soutien à Marine Le Pen qu'il affirmait avec force dans un livre publié en 2016.¹

Un parcours bref à gauche, mais bien à droite depuis 20 ans

Robert Ménard est né le 6 juillet 1953 à Oran quand l'Algérie était encore française. L'exil vers la France début des années 60 sera douloureux, Robert Ménard étant issu d'une famille très catholique dont le père et un oncle s'impliqueront dans les mouvements contre l'indépendance algériennes.² Après une scolarité dans un collège religieux, il fait un bref passage à gauche (trotskiste puis socialiste) avant de se lancer dans le journalisme, notamment avec la fondation de l'association «Reporters sans frontière» dont il sera le secrétaire général. Chroniqueur dans des grands médias (RTL, I-Télé) ses positions deviennent ouvertement de plus en plus à droite à partir de la fin de la première décennie des années 2000, alors qu'il s'est remarié avec une catholique traditionaliste proche du parti catholique Civitas et de la Manif pour tous, élue députée en 2017 avec l'appui du FN. Ménard est élu maire de Béziers en 2014 sur une liste soutenue par Debout la France, Rassemblement pour la France et surtout le Front National.³ Il fera de nouvelle campagne avec le FN pour les départementales de mars 2015. Et est réélu dès le premier tour en 2020. Preuve d'une certaine réussite dans le phagocytage de la droite local, il arrive dans la foulée à être élu président de l'intercommunalité « Béziers Méditerranée » ce qui représente une première. Depuis 20 ans, Robert Ménard incarne donc cette droite extrême qui travaille à l'alliance entre les différents partis de droite et le Rassemblement National.⁴

Le contenu de son abécédaire ne réserve d'ailleurs aucune surprise sur les thèmes développés et condense le corpus de base de l'idéologie d'extrême droite, à commencer par le caractère d'urgence face à une menace civilisationnelle : « Nous sommes des millions à le penser : la France est en train de crever. Nous sommes en train de crever (...) Cette mort que nous sentons venir, c'est la mort de quinze siècles d'histoire de France, de plusieurs millénaires de civilisation européenne. »⁵ L'auto positionnement de Robert Ménard est tout aussi clair : de droite réactionnaire populiste, positivisant les trois termes, ayant mis sa fille dans l'enseignement privé catholique.⁶ Et d'explicitier les mots pouvant être utilisés pour ne pas dire d'extrême droite : « Souverainiste : mot employé par les gens bien élevés pour ne pas dire nationaliste. Le terme de "patriote" est également employé comme synonyme. Dans tous les cas, désigne une personne qui a le toupet de vouloir rester maîtresse chez soi et de ne pas être "remplacée". »⁷

L'obsession de l'immigration musulmane

Le thème du « grand remplacement » par l'immigration musulmane est omniprésent dans le livre : « Or le temps presse. À raison d'un million à un million et demi par an de réfugiés supplémentaires en Europe, nous laissons se renforcer des ghettos, nous créons de nouveaux, nous transformons peu à peu toute la France en autant de Seine-Saint-Denis, de Vénissieux ou de quartiers nord de Marseille. Bref, chaque jour qui passe, nous laissons des renforts arriver pour une armée qui, un jour, peut-être, se lèvera. »⁸ Si les immigrations précédentes sont complètement idéalisées, le discours ici ne porte en plus que sur une immigration totalement assimilée à l'Islam⁹ : « Comment acclimater l'Islam à la France ?



Robert Ménard

Bien évidemment aucune réponse valable n'a encore été apportée. Faire entrer un rond dans un carré est impossible. On peut faire semblant d'essayer, on peut faire semblant d'y parvenir. Pas davantage. Pourquoi ? Car l'Islam n'est pas une religion. Elle est une loi, elle est une civilisation, elle est un objet politique. »¹⁰ Cette obsession lui fait voir la question de la démographie comme le nerf de la guerre, écrire que la guerre sexuelle est en cours via les viols par les migrants, que le halal est évidemment dangereux... au point de consacrer une page et demi, ce qui est énorme par rapport à la moyenne des définitions de son ouvrage, à la question des kebabs à Béziers ! Dans un tel contexte, inutile de préciser qu'une place est réservée au « racisme anti-blanc » et à l'impossibilité du vivre ensemble qui est un leurre, tout comme l'hypocrisie de l'intégration républicaine qui est même une menace car permet l'infiltration des musulmans dans les forces de police et au sein de l'armée, particulièrement en cas de service militaire obligatoire auquel il préfère donc l'instauration d'une milice qui ne dit pas son nom : « de même qu'il existe aujourd'hui en France des quartiers et des écoles presque entièrement musulmans, nous aurions par le simple jeu de la démographie, des unités entières quasi exclusivement constituées de musulmans. Avec quelle proportion de radicaux ? Ce serait un pas de plus vers la libanisation. C'est la raison pour laquelle, avec Oz ta droite !, nous voulons une garde nationale composée de volontaires, n'ayant pas la double nationalité et constituée sur une base départementale. On défend mieux sa maison que celle de son voisin. »¹¹

Les classiques de l'extrême droite

Nous l'avons déjà dit, le livre de Robert Ménard ne développe pas une seule pensée originale mais aligne les classiques poncifs de l'extrême droite. On retrouve ainsi une opposition à la décroissance, à la parité, à une Ligue des droits humains instrumentalisés, à un enseignement et au journalisme tout deux monopolisés par la gauche dès les écoles de formation. Sur les médias, il reconnaît avoir fait du journal municipal *Journal de Béziers* un organe de combat notamment contre la presse locale. Et d'évoquer les réseaux sociaux sans, de manière significative, en questionner les propriétaires ce qui est toujours étonnant chez des gens se disant antimondialiste : « Il me semble que le principal intérêt des réseaux sociaux n'est pas l'information qui y circule, mais la parole qui libère. »¹² Cette parole libérée, c'est celle qui réhabilite la colonisation face à la repentance : « Derrière la vieille idéologie tiers-mondiste, anticolonialiste, ce sont les intérêts de la globalisation qui avancent. Dans le chaos mondial qui s'étend maintenant sur notre sol, l'instinct de conservation vaut plus que toute idéologie. »¹³ C'est aussi celle qui réaffirme l'intérêt de la peine de mort : « En refusant à l'État le droit de tuer un tueur, la gauche n'a pas mis fin à la loi du talion, comme elle le prétend volontiers. Car la loi du talion était une vengeance privée. En supprimant la peine de mort, la gauche a ébranlé le sommet de la pyramide de la justice. Depuis, de Badinter à Taubira, tout le reste ne cesse d'y passer. »¹⁴ Ce reste, c'est notamment les lois contre la famille « traditionnelle » : « En disant que je préférerais que ma fille soit hétérosexuelle, normale comme on disait il y a encore vingt ans, je pense être en accord

avec le plus grand nombre de parents. »¹⁵ Et pour l'avortement : « L'avortement est un sujet interdit. Les féministes militantes disent : mon ventre m'appartient. C'est sans doute pour cela que, généralement, elles ne font pas d'enfants ou presque pas. Il y aurait une réflexion à mener de ce côté (...) il y a une chose qui, de mon point de vue, est évident : Ce sont des vies que l'on tue dans le ventre de leurs mères. (...) Proclamer que l'embryon n'est pas une vie est une absurdité. »¹⁶

L'espoir d'une percée de l'extrême droite

Face à ce délitement, Béziers est présentée comme un laboratoire devant montrer que le Rassemblement National et ses alliés de droites peuvent gérer correctement une ville et donc exercer le pouvoir. Avec des idées claires : « L'argument du social est un leurre. La population française n'a pas besoin de davantage de logements sociaux. Elle a juste besoin de pouvoir accéder à ceux qui existent déjà en y vivant paisiblement. »¹⁷ Et d'évidemment ne pas oublier le passage obligé par la case anti-fiscalité de défenses des petits patrons indépendants : « Les petits patrons sont plus traqués par l'État que les dealers. (...) Ce que doivent subir les entrepreneurs de la part du RSI est au-delà du réel. C'est un racket d'État. »¹⁸ Tout comme celui favorable à une société inégalitaire hiérarchisée : « C'est en faisant le choix de créer des élites, d'admettre des hiérarchies, que l'on élève les êtres et les sociétés. L'égalité est criminelle. »¹⁹

C'est clairement à une alliance des droites que Ménard travaille car : « Je suis persuadé que l'élection présidentielle se gagnera à droite, c'est-à-dire en étant de droite, en incarnant des valeurs de droite : protection et donc autorité, entreprise et donc liberté, confiance en soi et donc identité. »²⁰ En cela, le fait de terminer son livre par l'entrée « Zemmour » est tout sauf anecdotique : « Il a choisi la liberté. Grâce à lui, des millions de Français ont été décomplexés. L'histoire retiendra sans aucun doute son influence sur l'opinion publique. Libérant les esprits, il a ouvert la voie à tous les possibles politiques »²¹, surtout liée à cette injonction devant servir d'avertissement à tou-te-s les démocrates : « Si un mouvement patriote prend le pouvoir, il devra aussitôt travailler sur un mode de salut public. Décider vite, agir vite, changer vite, protéger vite, frapper vite. »²²

1 Robert MENARD, *Abécédaire de la France qui ne veut pas mourir*, Paris, Pierre Guillaume de Roux, 2016.

2 Voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55 de janvier-mars 2011 et « Un rebelle d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°90 d'octobre-décembre 2019.

3 Voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56 d'avril-juin 2011.

4 Voir « De la porosité de la droite envers l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°84 d'avril-juin 2018.

5 P.7.

6 Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-mai-juin 2013.

7 P.146.

8 Pp.13-14.

9 Voir « Danger : Invasion ! » in *Aide-mémoire* n°22 de juillet-septembre 2002.

10 P.77.

11 P.143.

12 P.134.

13 P.74.

14 P.111.

15 P.67.

16 P.15, Voir « La réaction réactionnaire à balance ton porc » in *Aide-mémoire* n°92 d'avril-juin 2020.

17 P.131.

18 P.108, Voir « Le Poujadisme : un populisme d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°52 d'avril-juin 2010.

19 P.16, Voir « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°66 d'octobre-décembre 2013.

20 P.50, Voir « De la nuance entre droite radicale et extrême droite » in *Aide-mémoire* n°77 de juillet-septembre 2016.

21 P.163.

22 P.141.



Le réseau « Territoire de Mémoire »
 Les villes ou les communes
 Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthignes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Engghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farciennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernu, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremmes, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
 Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le Mot du président

Par Jérôme Jamin

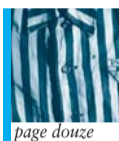
L'homosexualité dérange les partis d'extrême droite parce qu'elle touche à l'identité qui est au cœur de son programme politique. L'identité à l'extrême droite n'est pas une construction sociale susceptible d'évoluer et de faire débat, elle est la base quasi-biologique de la vie, de l'homme et de la femme, de la famille, du peuple et de la nation. Si on tolère qu'elle puisse prendre une autre forme et changer de visage, on ouvre la porte à la dégradation, l'appauvrissement, la décadence, et au final à la maladie et à la mort. Pour l'extrême droite, l'identité nationale passe par l'identité des familles et des individus, et donc par leur position et leur rôle dans un ensemble hiérarchisé, notamment au niveau sexuel : « ne devient pas homme ou femme qui veut ! »

La récente législation votée en Hongrie pour lutter, entre autres, contre la « promotion » de l'homosexualité s'inscrit dans cette perspective ! Mais pour éviter d'opposer des partis démocratiques qui seraient « pro » homosexualité et des partis d'extrême droite qui seraient « anti », il faut préciser deux ambiguïtés qui participent à la virulence des propos des uns contre les autres, dans les deux camps !

La première ambiguïté réside dans la différence fondamentale entre ceux qui souhaitent avoir un droit bien légitime à une vie homosexuelle et ceux qui désirent militer ouvertement pour favoriser des changements législatifs. Les premiers peuvent se contenter d'une vie homosexuelle à titre privé, sans exiger le droit au mariage, à l'adoption ou à un quelconque avantage en termes de droits de succession lors d'un décès après une vie commune ; les seconds par contre affichent publiquement leur choix de vie sexuelle et estiment qu'il est nécessaire de lutter contre des discriminations qui favorisent le modèle traditionnel familial regroupant un homme et une femme (si possible marié, et si possible à l'Église). En général, l'extrême droite est capable de fermer les yeux sur la première catégorie d'individus mais en revanche, elle est extrêmement hostile à la deuxième qui regroupe ceux qui veulent politiser la question de l'homosexualité pour obtenir des droits. Ces derniers représentent une menace évidente pour l'identité et la place de chacun dans la société.

La deuxième ambiguïté réside dans la médiatisation de ces enjeux, avec par ricochet l'entrée de ces derniers à l'école dans le cadre des cours qui touchent aux questions de société à côté du droit à l'avortement, l'usage des drogues, le réchauffement climatique, etc. Certains y voient de l'éducation permanente qui doit naturellement toucher des jeunes bien avant la majorité afin de préparer leur esprit critique pour le futur. D'autres, notamment à l'extrême droite, y voient une invitation délibérée à la vie homosexuelle déguisée en « éducation sexuelle » dans le cadre d'un vaste complot qui vise à détruire les identités nationales, linguistiques, culturelles et sexuelles. Un complot porté par des mondialistes cosmopolites de gauche, hostiles à l'idée nationale et aux valeurs traditionnelles. Si cette dernière interprétation peut prêter à sourire, elle est souvent renforcée par l'hypermédiatisation qui peut donner l'impression d'une force internationale « pro-homosexualité » lors de l'ouverture de certains journaux télévisés ou en première page de certains quotidiens. Et cette logique est impitoyable, plus les hauts responsables politiques européens condamnent, plus des leaders d'opinion dénoncent, plus des joueurs de foot ou des stars de la musique s'indignent, plus l'impression d'une force coordonnée contre les valeurs traditionnelles fait son chemin à l'extrême droite.

Au final, on voit bien à quel point l'Europe – géant économique, nain politique – va encore avoir du mal à s'intégrer dans le futur. L'enjeu : arriver à parler d'identité positivement sans diviser, et sans emprunter à l'extrême droite... ••



Devenez membre

des Territoires de la Mémoire asbl

Vos avantages en tant que membre

- L'entrée gratuite à l'exposition permanente
- Bénéficiez du tarif réduit de La Cité Miroir
- L'accès libre à la bibliothèque
- L'abonnement à la revue Aide-mémoire

Plusieurs possibilités de paiement :

- Via notre site web www.territoires-memoire.be/membre
- Par virement sur le compte **BE14 0682 4315 5583**, en indiquant **Membre** et vos coordonnées en communication.
- À l'accueil de La Cité Miroir, place Xavier-Neujiang 22 à 4000 Liège

5 € par an, **10 €** par an pour les moins de 26 ans
 carte valable du 1^{er} janvier au 31 décembre

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

TERRITOIRES MÉMOIRE
 CENTRE D'ÉDUCATION
 A LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

Bld de la Sauvenière 23-25
 B-4000 LIÈGE
 Tél. + 32 (0) 4 232 70 60
 Fax + 32 (0) 4 232 70 65

CONTACT
 Stéphanie Reynders
 coordinatrice Gestion des Ressources financières

04 232 70 06
grf@territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers. Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60. Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).